



Statistique de l'assurance militaire 2014

suvacare

Prestations et réadaptation

Statistique de l'assurance militaire 2014

Statistique de l'assurance militaire 2014

Suva

Assurance militaire
Case postale 8715
3001 Berne

Commandes et renseignements

Tél. 031 387 35 51
anita.schmid@suva.ch
www.suva.ch/waswo-f

Informations complémentaires concernant l'assurance militaire:
www.assurance-militaire.ch

Référence

4514.f
Edition: 2014

Table des matières

Chiffres clés	5
Introduction	7
1 Objet de l'assurance militaire	9
2 Effectif assuré	11
3 Cas et coûts	13
4 Mesures de réadaptation	17
5 Rentes	19
6 Prévention	23
Abréviations et signes conventionnels	27
Annexe 1: Effectif assuré	29
Annexe 2: Nombre et coûts des cas	33
Annexe 3: Rentes	47
Annexe 4: Prévention	53
Annexe 5: Cas de décès et intoxications par absorption d'huile	61

Chiffres clés 2013

Risque assuré

(en mio. de jours)	2012	2013
Jours de service militaires de milice	8.1	7.9 ¹
Jours de service militaires de carrière	1.3	1.3
Assurés facultatifs, en jours	0.5	0.5
Total	9.9	9.7¹

Nouveaux cas enregistrés

Maladies	27 112	28 491
Accidents	10 450	10 552

Nouvelles rentes allouées

Rentes d'invalidité	31	21
Rentes pour atteinte à l'intégrité	73	62
Rentes de survivants	27	33

Rentes courantes

Rentes d'invalidité	2 227	2 135
Rentes pour atteinte à l'intégrité	531	498
Rentes de survivants	1 464	1 410
Cas de décès reconnus ²	37	36

¹ provisoire (jours de service de la protection civile estimés)

² La majeure partie des cas de décès reconnus concerne une affection contractée pendant le service.

Dépenses

(en mio. de CHF)	2012	2013
Total prestations d'assurance	195	196
Frais de traitement ¹	60	66
Indemnités journalières ²	27	28
Prestations de rentes ²	107	102
Frais administratifs	21	21
Total	216	217

Recettes

Financement Confédération	197	199
Recettes de primes et de recours	18	18
Total	216	217

Bases légales

Assurance sociale autonome selon la loi fédérale sur l'assurance militaire (LAM).
Exécution Suva: art. 82 LAM, art. 67 LAA, convention Confédération/Suva 2005.

Agences BE, GE, TI, SG
Siège Berne

Collaborateurs 103

Plus d'infos: www.assurance-militaire.ch

¹ mesures préventives comprises

² mesures de réadaptation comprises

Introduction

L'assurance militaire est une branche de la sécurité sociale suisse. Les tâches et les prestations de l'assurance militaire, dont le principe est inscrit pour la première fois dans la Constitution fédérale en 1874, sont aujourd'hui définies dans la loi fédérale sur l'assurance militaire (LAM) et dans son ordonnance d'exécution (OAM). Depuis le 1^{er} juillet 2005, la Suva gère l'assurance militaire sur mandat de la Confédération avec une comptabilité distincte.

En raison du statut de branche autonome du système des assurances sociales suisses conféré à l'assurance militaire, les résultats statistiques de cette dernière présentent un intérêt public. La présente publication donne un aperçu complet de l'effectif, des cas et des coûts de l'assurance militaire. Les chiffres publiés se fondent dans une large mesure sur le système d'information de l'assurance militaire (ISM II). Les chiffres sur les prestations fournies diffèrent légèrement de ceux de la comptabilité financière publiés dans le rapport de gestion de la Suva. L'une des raisons réside dans l'imputation sur différentes périodes d'observation de certains paiements effectués en fin d'année. En outre, les factures dites collectives (il s'agit, par exemple, de factures pour des examens médicaux effectués lors du recrutement ou pour des actions de prophylaxie) n'apparaissent pas dans les tableaux en annexe, car elles ne peuvent pas être attribuées à un cas particulier.

Le commentaire succinct des principaux résultats et l'évolution des cinq dernières années exposés en première partie visent à faciliter la compréhension des tableaux d'analyses présentés en seconde partie avec quatre blocs thématiques. L'évolution et la structure de l'effectif assuré sont brièvement présentées en introduction. Les tableaux 2.1 à 2.7 fournissent les principaux résultats de l'exploitation de l'assurance. Les cas et les coûts sont généralement présentés selon la catégorie des cas et des assurés. Tous les schémas possibles ne sont pas proposés ici. Ainsi, par exemple, seuls les militaires de milice de l'armée et les assurés à titre professionnel (militaires contractuels compris) figurent nommément dans les tableaux 2.3 et 2.4. Toutes les autres catégories d'assurés, vu leur petit nombre, sont regroupées sous une même rubrique dans ces tableaux. Nous

mentionnerons encore pour l'exemple les tableaux 2.5 (évolution des coûts) et 2.7 (répartition des coûts) qui ne montrent que les montants totaux (toutes catégories d'assurés et tous types de cas confondus). Une répartition détaillée peut être fournie sur demande.

Les chiffres concernant l'effectif des rentes, le groupe le plus important en termes de coûts, apparaissent dans les tableaux 3.1 à 3.9. Dans les tableaux 4.1 à 4.3 figurent les nouveaux cas ordinaires enregistrés, de même que les frais de traitement et les indemnités journalières en cours selon le diagnostic de maladie ou d'accident et selon les causes de l'accident. Ces chiffres servent de base à l'établissement des axes prioritaires en matière de prévention.

1 Objet de l'assurance militaire

L'assurance militaire couvre les personnes au service de la Confédération dans le cadre du maintien de la sécurité et de la paix. Ce sont notamment les membres du service de milice de l'armée, du service civil et de la protection civile, mais également les participants à des actions de maintien de la paix de la Confédération et les membres du Corps suisse d'aide humanitaire (CSA) ainsi que les assurés à titre professionnel (militaires de carrière, militaires contractuels et instructeurs de la protection civile de la Confédération). Lorsqu'ils prennent leur retraite, les assurés à titre professionnel peuvent, contre paiement d'une prime, conclure une assurance-maladie de base auprès de l'assurance militaire.

L'assurance militaire prend en charge toutes les atteintes à la santé physique, mentale ou psychique survenant pendant les services et engagements susmentionnés, qu'elles aient pour origine un accident, une maladie, une tentative de suicide ou un suicide. En tant que système d'assurance et de responsabilité de la Confédération, l'assurance militaire se distingue clairement des assurances selon la LAMal et la LAA. En effet, elle prend en charge sans conditions les coûts des atteintes à la santé. La plupart de ses prestations sont par ailleurs supérieures à celles des autres assurances sociales, car elles sont fondées sur le droit de la responsabilité. En contrepartie, les droits de l'assuré se limitent aux prétentions selon la LAM, toute autre revendication envers la Confédération étant exclue.

L'assurance militaire fournit en outre des prestations pour des examens médicaux en vue de déterminer l'aptitude au service et à des fins préventives. Dans les tableaux et les commentaires, on distingue dans la suite entre les cas d'accidents et les cas de maladie. Alors que les cas et les coûts liés aux mesures préventives et aux examens médicaux mentionnés sont résumés sous la rubrique des cas de maladie, les suicides et les tentatives de suicide sont eux intégrés dans les cas d'accidents.

Les types de prestations fournies par l'assurance militaire sont clairement définis dans la loi fédérale sur l'assurance militaire (LAM). Ces prestations peuvent être classées pour l'essentiel dans trois catégories: les frais de traitement, les prestations en espèces à court terme et les rentes. Les frais de

traitement englobent les coûts des traitements médicaux proprement dits, les frais occasionnés par les moyens auxiliaires et les frais de sauvetage et de dégagement. Comme les coûts des traitements médicaux constituent la majeure partie de cette rubrique (cf. tableau 2.6), il ne sera plus question, dans la suite, que de frais de traitement. Les indemnités journalières représentent 92 % des prestations en espèces à court terme. Par conséquent, chaque fois que le terme d'indemnités journalières sera mentionné ci-après, il inclura toutes les prestations en espèces à court terme. La LAM définit enfin les critères d'octroi de rentes d'invalidité, de survivants et pour atteinte à l'intégrité. Sous le terme de prestations de rentes de l'assurance militaire il faut comprendre la somme des rentes versées par mensualités. Les rentes de l'assurance militaire sont adaptées à l'évolution des salaires et des prix en même temps que les rentes de l'AVS et de l'AI.

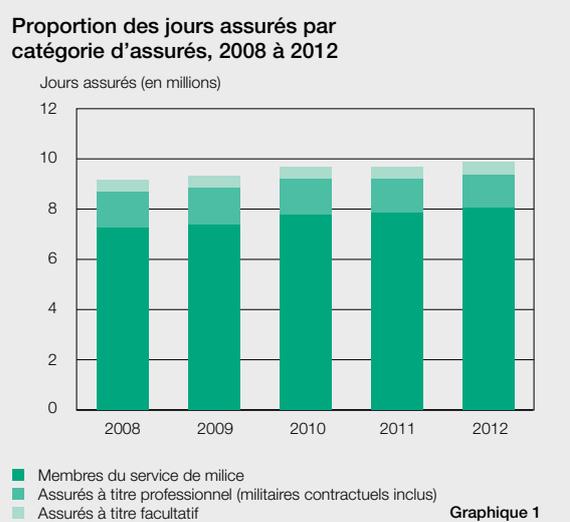
2 Effectif assuré

En 2013, les membres des services de milice ont effectué environ 8 millions de jours de service pendant lesquels ils étaient assurés contre les atteintes à la santé conformément à la LAM (cf. tableau 1.2). Un peu plus de trois quarts des jours de service ont été accomplis par des militaires, le reste se répartissant entre des engagements dans le cadre de la protection civile, du service civil, de la promotion de la paix ou du CSA. La tendance des années précédentes se poursuit pour les personnes astreintes au service civil; le nombre de jours de service effectués en 2013 a augmenté de 13 % par rapport à l'exercice précédent.

Dans l'année sous revue, l'assurance militaire a joué le rôle d'assurance maladie et accidents pour 3614 assurés à titre professionnel (militaires contractuels compris). Ce collectif n'est pas directement comparable à celui des militaires de milice assurés, car les assurés à titre professionnel sont également couverts en dehors du service ou de leur temps de travail. Le risque de maladie est par conséquent plus élevé dans cette catégorie d'assurés. Le collectif de 1337 assurés à titre facultatif présente un statut similaire. Les membres de ces deux catégories d'assurés sont les seuls à payer des primes; le montant total encaissé en 2013 au titre des primes s'est élevé à quelque 17,5 millions de francs.

Afin de pouvoir tirer un parallèle plausible en matière d'assurance militaire, du moins en termes quantitatifs, entre les collectifs des miliciens d'une part et des assurés à titre professionnel et facultatif d'autre part, on a calculé pour ces derniers les jours couverts par l'assurance militaire. Cette méthode consiste, en se basant sur les effectifs connus en fin d'année, à multiplier par 365 le nombre moyen de personnes engagées durant l'exercice et l'année précédente afin d'obtenir le nombre de jours assurés durant une année statistique.

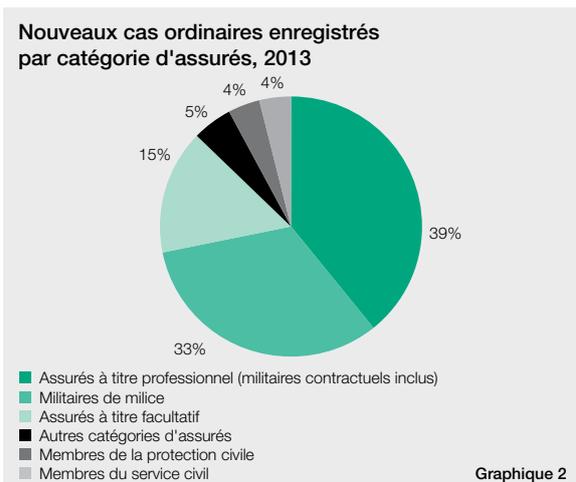
Durant les cinq dernières années, le nombre de jours de service effectués par les militaires de milice représente chaque année environ 80 % du nombre total des jours assurés (cf. graphique 1).



Le nombre de jours de service effectués par le personnel de milice (principalement dans l'armée, la protection civile ou le service civil) représente environ 80 % de l'ensemble des jours assurés.

3 Cas et coûts

En 2013, l'assurance militaire a enregistré 39 043 nouveaux cas (cf. tableau 2.2), dont 24 651 cas dits simples émanant de la catégorie des militaires de milice (armée, protection civile ou service civil) et qui n'ont pas nécessité un traitement médical après le service. Bien que ces cas constituent la majeure partie de l'ensemble des cas (environ 63 %), ils n'ont occasionné qu'un peu plus de 12 % du coût total des frais de traitement (11,6 millions de francs). Les cas simples ne peuvent, par définition, engendrer le versement d'une indemnité journalière ni l'octroi d'une rente. Pour cette raison, le nombre des cas simples n'est indiqué en annexe que dans les tableaux 2.2 et 2.3. En revanche, les frais occasionnés par cette catégorie de cas sont toujours pris en considération, sauf dans les tableaux 2.7 et 4.1 à 4.3.



Près de trois quarts des 14 392 nouveaux cas ordinaires enregistrés en 2013 proviennent des assurés à titre professionnel ou des militaires de milice de l'armée.

Une part de 72 % des 14 392 nouveaux cas ordinaires enregistrés concerne des assurés à titre professionnel ou des militaires de milice de l'armée (graphique 2). Ils sont suivis par les assurés à titre facultatif avec 15 % des nouveaux cas ordinaires enregistrés. Les 12 % de cas restants se répartissent entre toutes les autres catégories d'assurés.

De tous les nouveaux cas enregistrés provenant de la catégorie des assurés à titre professionnel et facultatif, pour lesquels l'assurance militaire remplace l'assurance-maladie, près de 87 % sont des cas de

maladie. Toute autre est la situation de la catégorie des militaires de milice de l'armée, du service civil et de la protection civile, où les cas de maladie ne représentent que la moitié de la totalité des cas enregistrés. La cause principale de la proportion relativement faible de cas de maladie enregistrés dans la catégorie des membres du service de milice réside dans le fait qu'un conscrit malade n'entre pas en service ou en est licencié. Par contre, le rapport maladie-accident de la catégorie des assurés à titre professionnel est comparable à celui des personnes civiles.

Environ 53 % des dépenses courantes d'un montant de quelque 195 millions de francs en 2013 sont imputables aux prestations de rentes (tableaux 2.2 et 2.4). En comparaison, les frais de traitement (33 %) et les indemnités journalières (14 %) constituent des postes budgétaires moins importants. La part élevée de prestations de rentes (par rapport aux statistiques LAA) s'explique par le fait que le nombre de rentes en cours à l'assurance militaire est très élevé comparé à l'actuel effectif assuré. Comme une petite partie seulement des rentes de l'assurance militaire est capitalisée, les mensualités de l'ensemble des rentes en cours apparaissent chaque année dans la statistique. Cela a pour conséquence que les frais de traitement et les indemnités journalières, résultant en grande partie de l'effectif actuel réduit des assurés, pèsent moins lourd dans la balance des coûts.

Environ 87 % de la totalité des prestations de l'assurance militaire concernent des cas de militaires de milice de l'armée et d'assurés à titre professionnel. Dans les autres catégories, les frais de traitement générés par les assurés à titre facultatif et les rentes versées à des membres de la protection civile et à d'anciens assurés de Jeunesse et Sport (J+S) représentent la charge principale.

Les prestations d'assurance apparaissent avant déduction des recettes de recours. Celles-ci découlent des prétentions à l'encontre des personnes civilement responsables ou de leur assurance responsabilité civile. La majeure partie des recettes de recours est imputable à des accidents de la circulation. En 2013, l'assurance militaire a enregistré des recettes de recours avoisinant 440 000 francs.

Évolution quantitative des cas

En raison de la taille du collectif assuré, une analyse annuelle des taux de variations ne fournirait pas des indications utiles. Il est bien plus intéressant d'étendre l'observation sur une plus longue période. Ainsi, les années 2001 à 2007 ont vu une baisse des chiffres dans pratiquement toutes les catégories de cas. Tandis que la hausse du nombre de cas simples s'est poursuivie au cours des cinq dernières années d'observation, on ne constate aucune tendance significative dans l'évolution des cas ordinaires. L'augmentation du nombre de cas simples entre 2012 et 2013 est due en partie à l'uniformisation d'une pratique administrative: depuis 2013, les examens prophylactiques effectués sur des militaires de milice de l'armée sont attribués uniformément aux cas simples. Cette modification de nature administrative explique également la forte diminution du nombre de nouveaux cas ordinaires de maladie enregistrés dans cette catégorie d'assurés (-22 % par rapport à 2012).

Le nombre de cas relevant de la catégorie des militaires de milice de l'armée et de celle des assurés à titre professionnel est resté pratiquement stable au cours des cinq dernières années. Dans le cas des personnes astreintes au service civil, en revanche, ce nombre a plus que triplé durant la même période. Cette augmentation s'explique par la suppression de l'examen de conscience. Depuis avril 2009, il suffit, pour pouvoir remplacer un service militaire par un service civil, de préciser dans la formule de déclaration qu'il existe un conflit de conscience. Dans des cas bénins, les militaires de

milice de l'armée peuvent se rendre à la pharmacie de l'armée ou s'adresser au médecin de troupe. Ces cas ne sont pas imputés à l'assurance militaire. Les personnes astreintes au service civil ne disposent pas de telles possibilités et tous les cas les concernant sont à la charge de l'assurance militaire.

Le nombre de cas entraînant le versement d'une indemnité journalière est resté globalement inchangé entre 2009 et 2013.

Le nombre des cas de décès engageant la responsabilité de l'assurance militaire est constant depuis 2005 avec 36 cas en moyenne par an. Ce chiffre n'exprime cependant rien de particulier sur les cas de maladie et d'accidents dans le contexte du collectif actuel des assurés. La plupart de ces cas concerne des militaires de milice de l'armée ou d'anciens assurés à titre professionnel décédés longtemps après la vie active ou après la retraite et dont le décès est en relation, au degré de vraisemblance prépondérante, avec une affection contractée pendant le service ou pendant la période assurée.

Pendant les cinq dernières années d'observation, la responsabilité de l'assurance militaire a été engagée en moyenne annuelle pour cinq décès de militaires de milice survenus durant le service (tableau 5.1). Dans le collectif des assurés à titre professionnel (militaires contractuels compris), on a enregistré pour la même période quatre décès en moyenne par an (tableau 5.2). Alors que la plupart des décès survenus chez les militaires de milice étaient dus à un accident, la cause principale des décès recensés chez les assurés à titre professionnel était la maladie.

Cas ordinaires reconnus selon la catégorie d'assurés, 2009 à 2013

Évolution annuelle en %



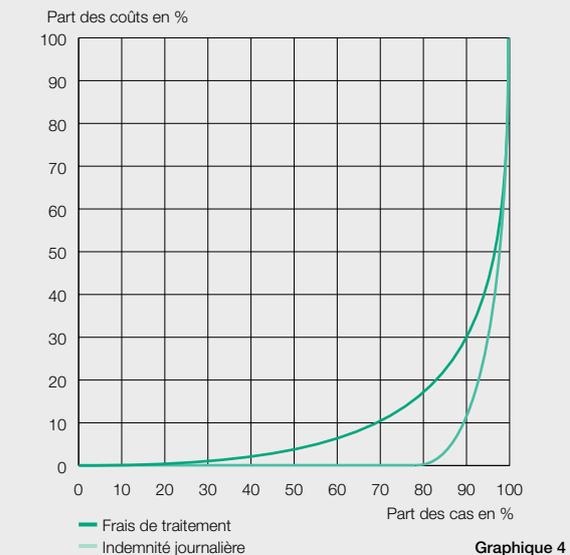
Graphique 3

La très nette diminution du nombre des cas ordinaires dans la catégorie des militaires de milice de l'armée tient essentiellement à des raisons administratives: depuis 2013, les examens prophylactiques sont majoritairement attribués aux cas dits simples et non plus aux cas ordinaires.

Évolution des coûts

En 2013, le coût total des prestations de l'assurance militaire s'est élevé à 195 millions de francs environ, soit une diminution de 3,1 % (-6,3 millions de francs) par rapport à 2009. Cette évolution est liée à la baisse constante du coût des rentes depuis un certain temps, en raison notamment de la structure des âges des bénéficiaires (cf. point 6). Entre 2009 et 2013, les coûts ont diminué de 13,4 % pour s'établir à 102,5 millions de francs. Alors que les frais de traitement ont augmenté de 17,1 % durant cette période pour atteindre 64,8 millions de francs, les indemnités journalières sont restées pratiquement stables avec 27,9 millions de francs. La hausse significative des frais de traitement par rapport à l'année précédente (9 %) est

Coûts à court terme vs nombre de cas: cas reconnus en 2009, état 2013



La moitié des cas à faibles coûts de l'année 2009 n'a engendré jusqu'à fin 2013 que 4 % environ du montant total de 33 millions de francs de frais de traitement, et ceci sans même occasionner le versement d'une indemnité journalière.

due au passage au système de forfait par cas SwissDRG et à l'accumulation consécutive des décomptes à traiter, sur lesquels sont venus se greffer la suppression des contributions cantonales et le financement des coûts d'utilisation des bâtiments dans le domaine des tarifs stationnaires.

Le tableau 2.6 en annexe présente la répartition des frais de traitement par groupe de fournisseurs de prestations et la subdivision des indemnités journalières et d'autres versements en espèces ainsi que des rentes selon le genre de prestations.

L'évolution des coûts présentée dans le tableau 2.5.1 montre que les dépenses les plus importantes concernent essentiellement les anciens cas (de rentes). Les cas recensés durant les cinq dernières années d'observation ont occasionné près de 40 % des dépenses courantes en 2013. Plus de 60 % des dépenses sont imputables à des cas enregistrés avant 2009. Les anciens cas ont même absorbé plus de 95 % des dépenses consacrées aux prestations de rentes.

L'incidence marquée de la latence des coûts dans l'assurance militaire peut être démontrée à l'exemple des 92 militaires qui, pendant un service actif en 1940, ont été intoxiqués au triorthokresylphosphate par l'absorption d'huile toxique de refroidissement pour fusils mitrailleurs confondue avec de l'huile d'arachide. Cette confusion a entraîné chez les personnes concernées des déficits neurologiques durables, souvent sévères. En 2013, quelque 105 000 francs ont encore été versés pour six de ces cas (cf. tableau 5.3). Il s'agit avant tout de prestations sous forme de rentes d'invalidité et de survivants. Le montant total des dépenses occasionnées par ces cas d'intoxication par absorption d'huile s'est élevé depuis le début et jusqu'en 2013 à environ 46 millions de francs en valeur nominale. Si l'on tient compte du renchérissement, cette somme équivaldrait aujourd'hui à un montant de 92 millions de francs.

Répartition des frais de traitement et des indemnités journalières

Quelque 12 800 cas ordinaires ont été enregistrés et reconnus en 2009. Parmi ces cas, 12 600 environ ont entraîné des frais de traitement jusqu'à fin 2013, dont près de 2800 ont en plus nécessité le versement d'indemnités journalières (cf. tableau 2.7). Comme on le voit sur le graphique 4, 80 % des cas génèrent seulement 16 % environ des frais de traitement sans indemnités journalières. En revanche, 10 % des cas les plus onéreux absorbent plus de deux tiers des frais de traitement et 90 % des indemnités journalières.

Pour ces quelque 12 800 cas, les dépenses totales de l'assurance militaire au titre des frais de traitement et des indemnités journalières se sont élevées à 58,3 millions de francs environ jusqu'à fin 2013. En d'autres termes, elle a payé en moyenne pour chacun de ces cas, durant les cinq premières années de traitement, plus de 4500 francs de prestations à court terme. Comme la répartition des coûts est très inégale dans l'assurance militaire, la valeur moyenne n'est guère significative. La part des cas moins onéreux, soit la moitié de l'ensemble des cas, génère en effet un coût maximal de 480 francs seulement.

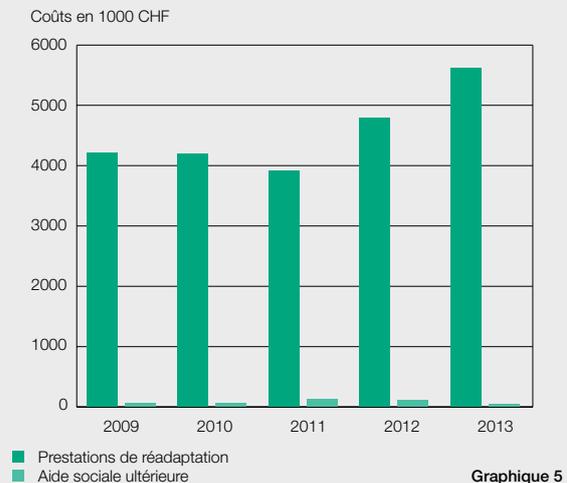
4 Mesures de réadaptation

Conformément à l'art. 33 LAM, «les assurés invalides ou menacés d'une invalidité [...] ont droit, pour autant qu'elles soient nécessaires et appropriées, aux mesures de réadaptation susceptibles de sauvegarder ou d'améliorer leur capacité de gain restante [...] ou leur intégration sociale».

Concrètement, l'assurance militaire prend en charge, dans des cas appropriés, en lieu et place de l'AI, les frais de la réadaptation professionnelle et sociale. Elle compense en outre la perte de gain provisoire qui en résulte par le versement d'indemnités journalières ou par des prestations de rentes pour une durée limitée (rentes de reclassement).

De 2009 à 2013, l'assurance militaire a dépensé en moyenne annuelle 4,6 millions de francs pour des mesures de réadaptation, ce qui correspond à 2,5 % de l'ensemble des prestations d'assurance.

Coûts des mesures de réadaptation, 2009 à 2013

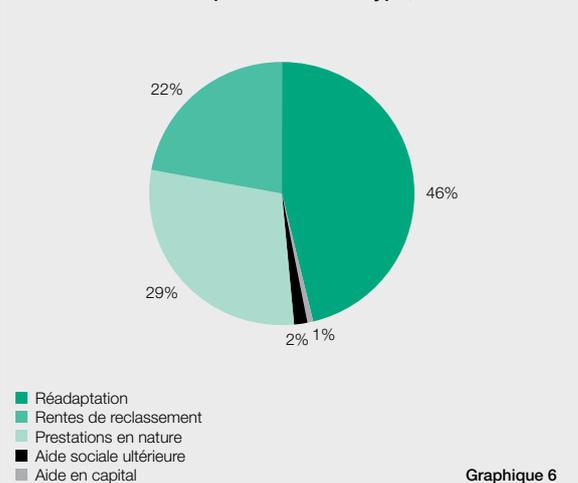


Les prestations de réadaptation accusent une forte hausse en 2013.

Couverture d'assurance complète: exemple d'un cas de reclassement

En août 2006, K.T. a été victime d'un grave accident à l'école de recrues de l'artillerie où il s'est fait écraser le pied gauche par un obusier blindé. L'assuré a dû subir une amputation partielle du pied et ne pouvait plus, de ce fait, exercer son métier de réparateur en automobiles. Une évaluation professionnelle a été menée à la Rehaklinik Bellikon dans le cadre du Case Management. Au vu des bons résultats obtenus lors d'un stage, l'assurance militaire a décidé de prendre en charge un reclassement de l'assuré sous la forme d'un apprentissage de trois ans. Après la période de formation, l'entreprise d'apprentissage a offert un engagement fixe à l'assuré qui, depuis lors, ne subit plus de perte de gain.

Prestations de réadaptation selon le type, de 2009 à 2013



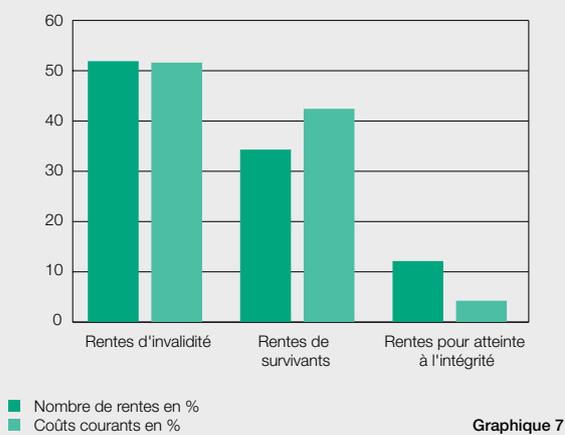
Près de 70 % des prestations de réadaptation ont été servies au titre des reclassements.

5 Rentes

Les trois principaux types de rentes définis dans la LAM sont les rentes d'invalidité, les rentes pour atteinte à l'intégrité et les rentes de survivants. Le graphique 7 montre, pour l'année 2013, la répartition des rentes et des dépenses courantes selon le type de rente. Sur un total de 4146 rentes en cours, un peu plus de la moitié sont des rentes d'invalidité et 34 % des rentes de survivants. Les 15 % restants sont des rentes pour atteinte à l'intégrité et quelques autres prestations assimilées à des rentes (cf. également tableau 3.2).

Les rentes de l'assurance militaire sont coordonnées avec les rentes des autres assurances sociales (AVS, AI, assurance-accidents). Chaque année, l'assurance militaire procède à la réduction d'environ 400 rentes en cours pour cause de surindemnisation. Il en est résulté en 2013 une économie globale d'un peu plus de 6 millions de francs (tableau 3.9).

Rentes en cours et coûts selon le type de rente, 2013

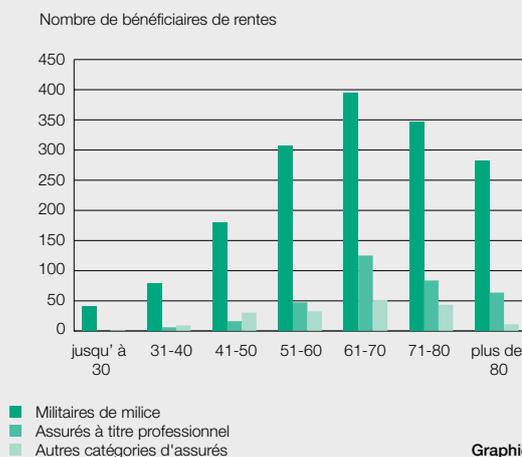


Les rentes pour atteinte à l'intégrité et d'autres prestations apparentées aux rentes représentent environ 12 % des cas de rentes en cours; l'impact de ces catégories de rentes en termes de coûts est faible.

Effectif des bénéficiaires de rentes d'invalidité

Les rentes d'invalidité constituent, avec 53,5 millions de francs, le plus important facteur de coûts (52 % des coûts de rentes ou 27 % de l'ensemble des prestations d'assurance), quand bien même leur coût a diminué de plus de 16 % (10,3 millions

Bénéficiaires de rentes d'invalidité selon la classe d'âge et la catégorie d'assurés, 2013



Graphique 8

Près de deux tiers des bénéficiaires de rentes ont plus de 60 ans.

de francs) depuis 2009. La diminution du nombre des rentes d'invalidité en cours et des coûts qui en découlent est due essentiellement à la structure de l'effectif (cf. graphique 8). En effet, 39 % des bénéficiaires de rentes d'invalidité ont plus de 70 ans, dont 17 % environ ont même passé 80 ans; trois quarts de ces rentiers sont des militaires de milice de l'armée qui ont été mis au bénéfice d'une rente en raison d'une affection contractée pendant un service militaire effectué il y a trente ou quarante ans, voire plus. Le nombre des cas de décès parmi les bénéficiaires d'une rente d'invalidité est par conséquent nettement supérieur au nombre des nouvelles rentes d'invalidité allouées. L'assurance militaire facilite par ailleurs la réinsertion dans la vie active et contribue ainsi à réduire le nombre de nouvelles rentes.

Fixations de nouvelles rentes d'invalidité

De 2009 à 2013, l'assurance militaire a alloué 167 nouvelles rentes d'invalidité (cf. tableau 3.3), parmi lesquelles plus de 30 % concernent des militaires de milice de l'armée âgés de moins de trente ans, avec un taux d'invalidité moyen de 69 %. Ce taux est relativement élevé en comparaison avec le degré d'invalidité moyen de l'ensemble des nouvelles rentes d'invalidité octroyées (53 %). Il est dû avant tout à la part importante de rentes avec un taux

d'invalidité supérieur à 90 % dans cette tranche d'âge.

S'il peut être admis que le service au cours duquel les bénéficiaires de rentes de moins de 30 ans ont contracté une affection entraînant le versement d'une rente est assez récent, tel n'est pas le cas des militaires de milice de l'armée de plus de 50 ans mis au bénéfice d'une nouvelle rente. Une maladie ou un accident survenu durant un service accompli par le passé peut aboutir au versement d'une (nouvelle) rente plusieurs années encore après ledit service. Exemple: apparition d'une gonarthrose posttraumatique vingt ans après une blessure au genou survenue lors d'un service militaire.

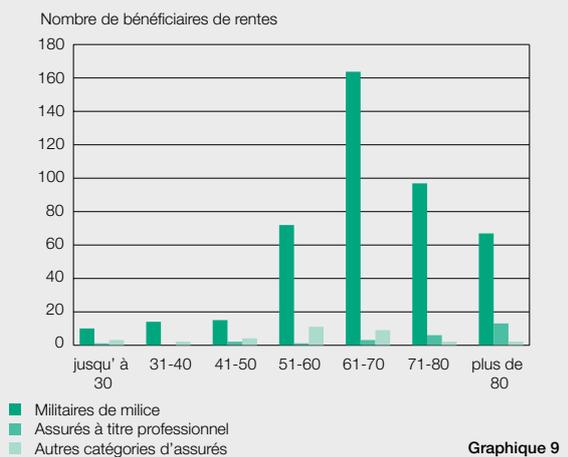
Dans la catégorie des militaires de carrière, la majeure partie des rentes a été allouée à des personnes âgées de 51 à 60 ans. La répartition des classes d'âges des nouveaux bénéficiaires de rentes dans la catégorie des assurés à titre professionnel n'est pas la même que celle des militaires de milice de l'armée. Cela s'explique notamment par une structure des âges très différente de la population à risque dans ces deux catégories d'assurés.

Rentes pour atteinte à l'intégrité

Une rente pour atteinte à l'intégrité est allouée si l'assuré souffre d'une atteinte notable et durable à son intégrité physique, mentale ou psychique. Le montant de la rente annuelle est fixé en pour cent du montant annuel qui sert de base au calcul des rentes (20 940 francs depuis le 1^{er} janvier 2009), compte tenu de la gravité de l'atteinte à l'intégrité et en fonction du taux de responsabilité de l'assurance militaire. Ces rentes octroyées en principe pour une durée indéterminée sont en règle générale capitalisées et rachetées. La raison pour laquelle le nombre des rentes en cours (498) est malgré tout huit fois supérieur au nombre des nouvelles rentes (62 en 2013) réside dans le fait que parmi les rentes en cours, plus de 400 ont été allouées selon l'ancien droit garantissant la protection des acquis et dont le rachat ne serait pas profitable aux assurés.

L'assurance militaire a dépensé plus de 4 millions de francs pour financer les rentes pour atteinte à l'intégrité ou leur rachat, ce qui ne représente que 4 % du coût des rentes en cours. Le graphique 9 illustre, pour l'année 2013, la répartition des rentes pour atteinte à l'intégrité en cours selon la classe d'âge et la catégorie d'assurés.

Bénéficiaires de rentes pour atteinte à l'intégrité selon la classe d'âge et la catégorie d'assurés, 2013



La majorité des rentes pour atteinte à l'intégrité accordées à des bénéficiaires de plus de 50 ans sont allouées selon l'ancien droit (LAM 1949) avec garantie des droits acquis. Un rachat ne serait pas profitable aux assurés.

Le tableau 3.5 en annexe renseigne sur les nouvelles rentes pour atteinte à l'intégrité fixées durant les années 2009 à 2013 selon la gravité de l'atteinte à l'intégrité et l'âge des bénéficiaires. Le taux moyen de l'atteinte à l'intégrité des nouvelles rentes est de 9 %, avec très peu de variations dans les différentes classes d'âges.

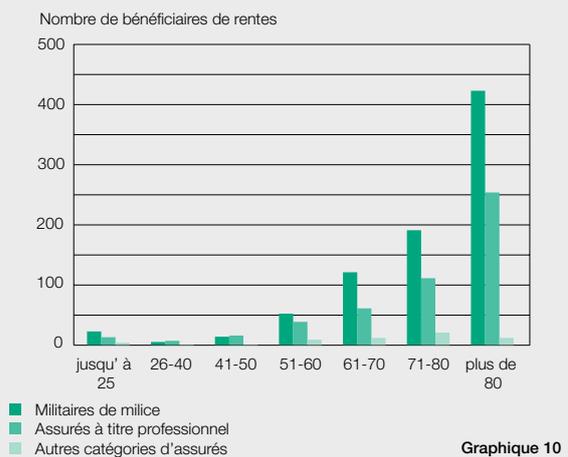
Effectif des bénéficiaires de rentes de survivants

En 2013, l'assurance militaire a déboursé quelque 44 millions de francs pour des rentes de survivants, ce qui représente 43 % des coûts de rentes ou 23 % de l'ensemble des prestations d'assurance. La diminution du coût des rentes de survivants depuis 2009 (soit une baisse de 11,0 % ou 5,4 millions de francs) est comparable à l'évolution du coût des rentes d'invalidité. La raison de cette baisse réside là aussi dans la classe d'âge des bénéficiaires de rentes (graphique 10), dont plus de 70 % (en majorité des femmes) ont plus de 70 ans. Les bénéficiaires de moins de 26 ans sont surtout des orphelins dont le droit à la rente s'éteint au plus tard à l'âge de 25 ans révolus. Dans la mesure où le nombre de nouvelles rentes de survivants devrait continuer à être inférieur à celui des rentes arrivées à terme, on peut compter avec une diminution progressive de l'effectif.

Droit aux rentes de survivants

Au cours des cinq dernières années, l'assurance militaire a alloué 130 nouvelles rentes de survi-

Bénéficiaires de rentes de survivants selon la classe d'âge et la catégorie d'assurés, 2013



Les bénéficiaires de moins de 26 ans sont presque exclusivement des orphelins dont la rente est supprimée à l'âge de 18 ans révolus ou de 25 ans révolus au plus en cas de formation prolongée.

vants (tableau 3.7). Les nouveaux bénéficiaires de rentes étaient le conjoint ou les orphelins de militaires de milice de l'armée dans 55 % des cas et d'assurés à titre professionnel dans 35 % des cas. La moitié environ des nouveaux bénéficiaires de rentes étaient âgés de plus de 60 ans au moment de la fixation de la rente. Cette structure des âges ne surprend guère si l'on considère que la majeure partie des nouvelles rentes de survivants

a été allouée après le décès des assurés ayant bénéficié d'une rente d'invalidité de l'assurance militaire. Le nombre de décès survenus pendant le temps de service et impliquant la responsabilité de l'assurance militaire est par conséquent nettement inférieur au nombre de nouvelles rentes de survivants allouées (cf. tableaux 3.1, 5.1 et 5.2). Les proches du défunt ont droit à une rente de survivants lorsque l'assuré est décédé d'une affection contractée pendant le service. Lorsque le décès ne résulte pas de l'affection assurée, l'assurance militaire peut allouer une rente dite de réversion au conjoint et aux orphelins de l'assuré qui touchait au moment de son décès une rente d'invalidité d'un minimum de 40 % depuis cinq ans si, en raison de l'invalidité de l'assuré, les autres prestations de prévoyance ordinaires faisaient défaut ou étaient diminuées de façon notable. Durant les années 2009 à 2013, 32 % des nouvelles rentes de survivants octroyées étaient des rentes dites de réversion. Ce type particulier de rentes allouées aux survivants explique entre autres pourquoi le nombre des rentes de survivants fixées au cours d'une année peut être nettement supérieur au nombre de décès reconnus durant la même année par l'assurance militaire (cf. tableau 2.3). Une rente de réversion n'est accordée que dans le cas où le décès ne résulte pas d'une affection assurée par l'assurance militaire.

6 Prévention

Les tâches de prévention de l'assurance militaire sont définies aux art. 62 et 63 LAM. Elles impliquent l'obligation de verser des prestations pour des examens médicaux et des mesures préventives, de même que l'incitation à collaborer avec des organes de l'armée, de la protection civile, du service civil et du Département fédéral des affaires étrangères DFAE chargés de la prévention des affections. L'assurance militaire participe en outre aux dépenses résultant des campagnes d'information générale menées par d'autres organes de prévention.

Attention accrue en matière de prévention

La prévention des accidents militaires a été réorganisée en 2010. Le Centre de dommages du DDPS gère le groupe de coordination Prévention des accidents et des dommages militaires PADM. Le bpa, la Suva et l'assurance militaire sont représentés au sein du groupe en tant que partenaires externes. L'assurance militaire participe au financement, fournit des analyses statistiques et offre appui et conseils.

Examens médicaux et mesures préventives

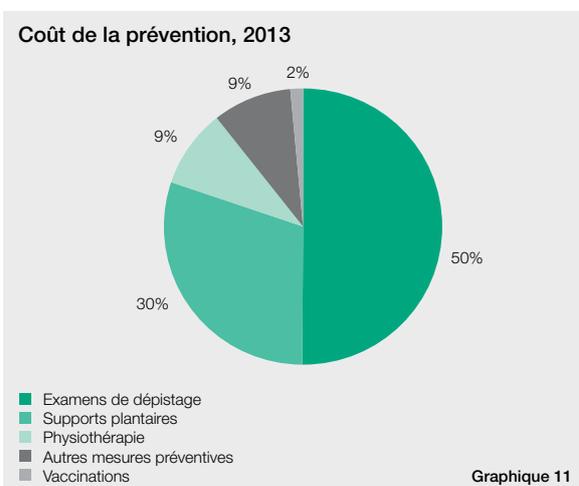
En vertu de l'art. 63 LAM, l'assurance militaire peut, dans la mesure où l'état de santé d'un conscrit semble le justifier, prendre en charge les coûts des

examens médicaux effectués avant le recrutement. Elle peut également couvrir les frais des examens médicaux en vue de déterminer l'aptitude au service d'autres catégories d'assurés. Les tâches de prévention de l'assurance militaire comprennent la fourniture de supports plantaires et de protections auditives, les réfractométries (mesures de l'acuité visuelle) et des vaccinations ciblées (cf. graphique 11). Font en outre partie des mesures de prévention et de promotion de la santé les informations et conseils, notamment sur les techniques pour ménager le dos (soulever et porter des charges, éviter les risques de chute, etc.) ou marcher en toute sécurité (suppression des risques de chute). Des cours pour un meilleur maintien du dos financés par l'assurance militaire sont dispensés aux recrues depuis 2007 sur plusieurs places d'armes.

En 2013, l'assurance militaire a participé aux frais de prévention à hauteur de 2,4 millions de francs, dont une part de 1,4 million a été imputée aux cas ordinaires ou simples en tant que frais de traitement, raison pour laquelle ce montant est pris en considération dans toutes les évaluations afférentes de la présente publication. Les autres dépenses ont été réglées sous forme de factures dites collectives, notamment pour des examens effectués dans les centres de recrutement. Ces derniers coûts n'apparaissent pas dans la présente publication.

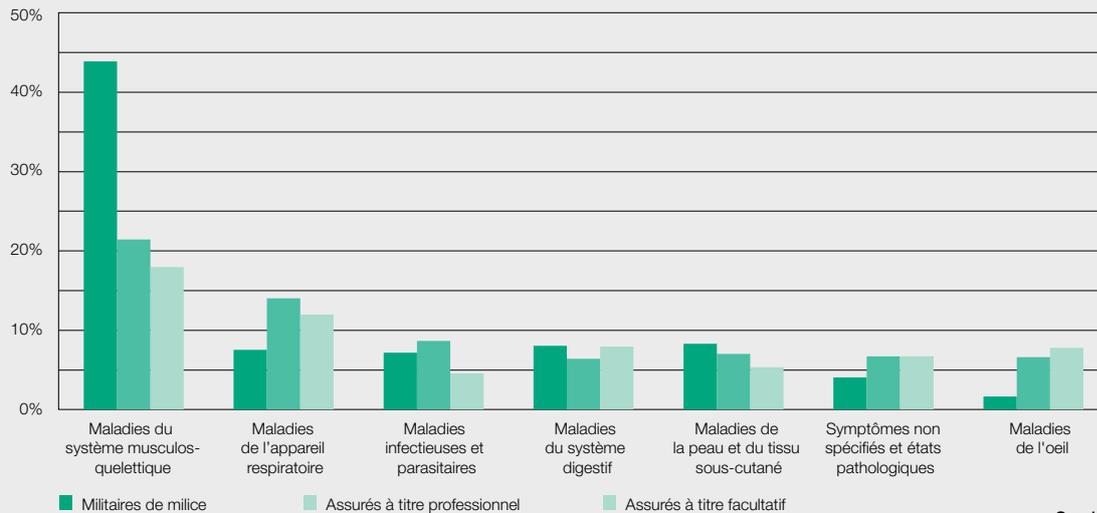
Statistiques relatives à la prévention des maladies et des accidents

L'assurance militaire appuie et soutient les organes de l'armée, de la protection civile, du service civil et du Département fédéral des affaires étrangères DFAE chargés de la prévention des maladies et des accidents, notamment en leur procurant des données relevant de ce domaine. Tous les cas ordinaires sont codés selon la Classification internationale des maladies et des problèmes de santé connexes (CIM-10). Ladite classification permet également de procéder à une codification centralisée des causes d'accidents à l'aide des circonstances de l'accident enregistrées par les gestionnaires dans les différentes agences. Les évaluations de ces variables statistiques sont illustrées à titre d'exemple par les tableaux 4.1 à 4.3 pour l'en-



En 2013, l'assurance militaire a dépensé près de 2,4 millions de francs pour des examens médicaux préventifs et d'autres mesures prophylactiques.

Cas de maladies selon la catégorie d'assurés et le groupe de diagnostics ciblés, 2013



Graphique 12

Les assurés à titre professionnel, en particulier les assurés à titre facultatif, sont en moyenne nettement plus âgés que les militaires de milice de l'armée, avec pour conséquence une plus haute fréquence des maladies liées à l'âge (par ex. altérations de l'œil).

semble de l'effectif assuré. D'autres évaluations pour des catégories d'assurés ou codes CIM particuliers peuvent être effectuées sur demande.

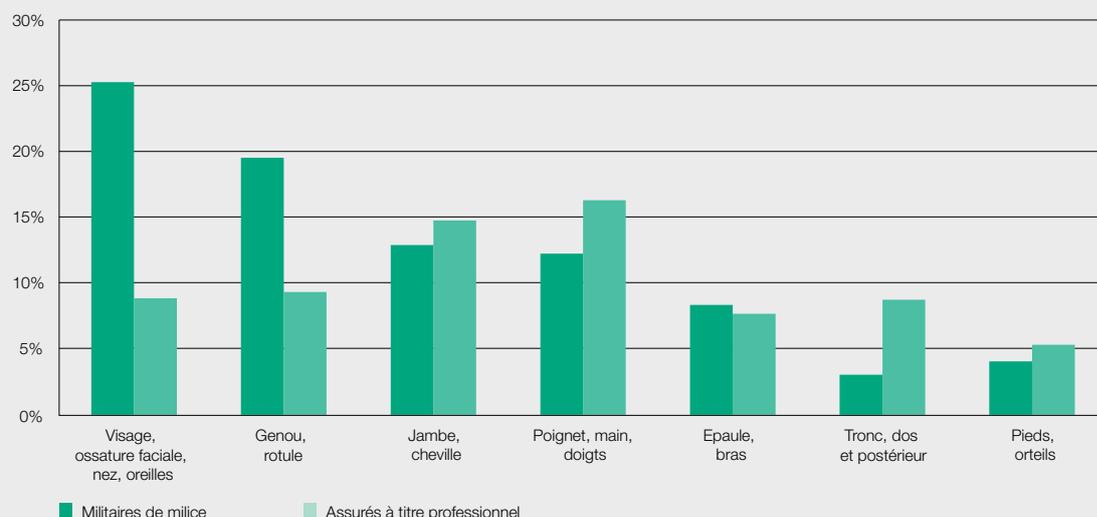
Maladies

Comme jusqu'à présent, les maladies du système musculosquelettique sont les plus fréquemment annoncées et représentent plus de 24 % de l'ensemble des diagnostics de maladies (cf. tableau 4.1.1). La fréquence d'annonce la plus élevée (44 % des cas en 2013) de ces troubles provient des mili-

taires de milice de l'armée (graphique 12). La répartition variable des diagnostics au sein des différentes catégories d'assurés résulte essentiellement du fait que les assurés à titre professionnel et facultatif sont assurés en permanence contre la maladie auprès de l'assurance militaire, tandis que les militaires de milice ne le sont que pendant la durée du service. Les autres catégories d'assurés n'apparaissent pas dans le graphique 12, car elles ne génèrent ensemble que quelque 10 % des cas ordinaires de maladie.

Le tableau 4.1.2 présente les frais de traitement et

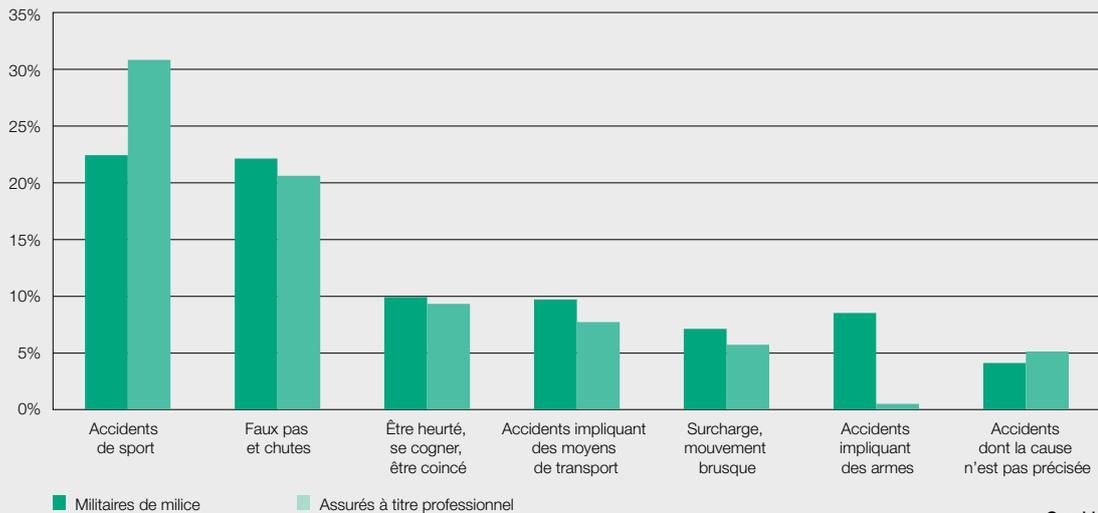
Cas d'accidents selon la catégorie d'assurés et les régions du corps ciblées, 2013



Graphique 13

Les blessures aux genoux et les lésions dentaires (notamment les fractures et les luxations) constituent les principaux groupes de lésions traumatiques chez les militaires de milice de l'armée.

Cas d'accidents selon la catégorie d'assurés et les causes de l'accident ciblées, 2013



Graphique 14

Pour les assurés à titre professionnel, l'assurance militaire couvre également les accidents de loisirs, d'où le nombre d'accidents de sport relativement plus élevé dans cette catégorie d'assurés.

les indemnités journalières selon le groupe diagnostique de maladie. Pour calculer le coût par cas, on ne peut pas mettre directement en relation les cas et les dépenses courantes, car les coûts sur une année donnée contiennent toujours aussi des frais résultant de cas des années précédentes. Il est néanmoins possible d'identifier des groupes de cas particulièrement onéreux (notamment les affections de l'appareil circulatoire, les troubles psychiques et du comportement) et d'autres moins coûteux (notamment les affections du système respiratoire et de la peau).

Blessures par accident

Les cas d'accidents ordinaires reconnus sont présentés par type de blessure et partie du corps blessée (selon Bartell et al.). Ces deux caractéristiques sont fournies par le diagnostic principal (cf. tableau 4.3.1). Près de 200 groupes de lésions possibles ont été recensés à partir de 18 parties corporelles et 11 types de blessures. Cependant, une douzaine de groupes seulement présentent de l'intérêt en termes chiffrés.

Les fractures au niveau du visage (notamment les fractures dentaires) représentent le groupe le plus important avec 14 % environ de la totalité des cas, suivi par le groupe des entorses, contusions et déchirures de ligaments ou de tendons dans la région du genou (9,1 % des cas) ainsi que de la jambe et de la cheville (7,9 % des cas). Aucun autre groupe de lésions n'atteint un taux supérieur à 5 %.

Le graphique 13 montre les sept parties du corps les plus souvent touchées en 2013 chez les militaires de milice de l'armée et les assurés à titre professionnel (militaires contractuels compris). Les lésions dentaires et les blessures au genou sont beaucoup plus fréquentes chez les militaires de milice de l'armée que chez les assurés à titre professionnel. Ces derniers subissent en revanche davantage d'accidents entraînant des blessures au dos, aux mains et aux jambes.

La répartition inégale du type de blessures entre les deux catégories d'assurés est due en premier lieu à la variété des activités (ou différence de pondération des activités) de chacun de ces groupes. Une autre cause possible de la distribution inégale des types de blessures est la répartition non uniforme des classes d'âges entre les deux catégories d'assurés, ou éventuellement un comportement différent face à l'annonce des cas.

Causes d'accidents

Environ 24 % des accidents reconnus par l'assurance militaire se produisent en pratiquant une activité sportive (tableau 4.2.1; parts des militaires de milice et des assurés à titre professionnel dans le graphique 14). D'autres causes importantes sont les chutes (22,5 %) et les chocs, coups ou écrasements (9,6 %).

Les accidents impliquant un véhicule (à moteur), soit 9 % environ de la totalité des accidents, occasionnent des frais proportionnellement beaucoup

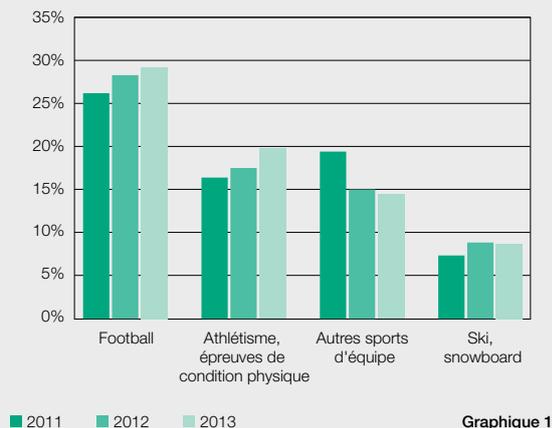
plus élevés (tableaux 4.2.1 et 4.2.2) et sont par conséquent très onéreux. Le traitement des séquelles est en règle générale aussi plus coûteux. La part des frais générés par les accidents de la catégorie «chocs, coups, écrasements, etc.» est en revanche nettement inférieure à la proportion correspondante de cas.

Accidents de sport

En 2013, les accidents de sport ont représenté un peu moins de 24 % de l'ensemble des accidents enregistrés pour l'effectif total de l'assurance militaire. Ce pourcentage est de 22,4 % pour les militaires de milice de l'armée et de 30,8 % pour les assurés à titre professionnel. La raison de cette différence réside peut-être dans le fait que le temps libre des militaires de milice, contrairement aux assurés à titre professionnel, n'est que partiellement couvert (congé) par l'assurance militaire.

Environ 70 % des accidents de sport chez les militaires de milice de l'armée peuvent être répartis sur quatre groupes (graphique 15). Près de la moitié des accidents surviennent dans des sports d'équipe et 20 % dans la pratique de l'athlétisme et lors des tests physiques de l'armée.

Accidents de sport chez les militaires de milice: proportion des types de sports les plus fréquents, 2011 à 2013



Graphique 15

Un peu plus de 20 % des accidents dont ont été victimes les militaires de milice de l'armée sont des accidents de sport.

Bibliographie

Barell, Vita et al. 2002: An introduction to the Barell body region by nature of injury diagnosis matrix. *Injury Prevention* 8, 91-96.

Abréviations et signes conventionnels

Abréviations

AI	Assurance invalidité
AM	Assurance militaire
AVS	Assurance vieillesse et survivants
bpa	Bureau de prévention des accidents
CIM-10	Classification statistique internationale des maladies et des problèmes de santé
CSA	Corps suisse d'aide humanitaire
DDPS	Département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports
ISM	Système d'information de l'assurance militaire
J+S	Jeunesse + Sport
LAA	Loi fédérale sur l'assurance-accidents (du 20.03.1981)
LAM	Loi fédérale sur l'assurance militaire (du 19.06.1992)
LAMal	Loi fédérale sur l'assurance-maladie (du 18.03.1994)
OAM	Ordonnance sur l'assurance militaire (du 10.11.1993)
RpAI	Rente pour atteinte à l'intégrité
Suva	Caisse nationale suisse d'assurance en cas d'accidents
Swisscoy	Compagnie suisse; promotion de la paix

Signes conventionnels

– Un trait à la place d'un chiffre équivaut à zéro (néant) ou signifie que les conditions requises pour une inscription ne sont pas remplies.

0 Zéro (ou 0,0 etc.) désigne une grandeur inférieure à la moitié de la plus petite décimale ou de la plus petite unité de valeur indiquée.

Les différences éventuelles entre les totaux et la somme des valeurs individuelles sont dues à des écarts d'arrondi.

Annexe 1

Effectif assuré

1.1	Effectif assuré de 1976 à 2013	30
1.2	Effectif assuré par catégorie d'assurés	31

Effectif assuré 1976 – 2013 (catégories principales)

Année	Jours de service		Assurés à titre professionnel ²
	Militaires de milice	Membres de la protection civile ¹	
1976	11 831 537	493 229	3 615
1977	12 055 625	535 391	3 604
1978	12 574 049	568 400	3 640
1979	12 487 247	623 888	3 643
1980	12 408 384	625 537	3 638
1981	12 696 323	669 728	3 594
1982	12 810 687	761 301	3 574
1983	13 000 502	748 800	3 626
1984	13 148 572	922 632	3 631
1985	13 091 683	978 000	3 631
1986	13 273 563	1 017 800	3 619
1987	13 050 268	964 919	3 609
1988	13 005 544	901 000	3 616
1989	12 682 509	1 045 000	3 619
1990	11 993 277	1 090 700	3 607
1991	11 248 475	1 016 800	3 616
1992	10 483 646	921 227	3 634
1993	10 026 496	779 442	3 647
1994	9 213 973	680 000	3 588
1995	7 162 508	687 222	3 579
1996	7 012 325	715 552	3 480
1997	6 724 836	641 000	3 653
1998	6 512 088	566 453	3 628
1999	6 528 828	530 280	3 687
2000	6 264 351	522 085	3 631
2001	6 425 701	547 765	3 592
2002	6 328 552	516 438	4 422
2003	6 511 142	484 444	4 706
2004 ³	5 261 990	269 705	4 609
2005	6 019 542	215 539	4 351
2006	6 310 537	269 581	3 900
2007	6 565 579	358 186	4 099
2008	6 366 937	356 656	3 953
2009	6 375 549	383 284	3 989
2010	6 391 931	400 191	3 834
2011	6 237 901	395 659	3 685
2012	6 310 654	401 668	3 627
2013	6 052 376	–	3 614

¹ Le nombre de jours de service effectués par les membres de la protection civile durant l'exercice écoulé sera connu après la clôture de rédaction seulement.

² Dès 2002, militaires contractuels inclus

³ En 2004, une école de recrues de moins a été accomplie à titre exceptionnel.

Tableau 1.2

Effectif assuré

Catégorie d'assurés	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Total des jours de service des miliciens	7 413 083	7 235 638	7 386 377	7 781 429	7 843 468	8 053 949	7 538 346
Militaires de milice	6 565 579	6 366 937	6 375 549	6 391 931	6 237 901	6 310 654	6 052 376
Membres de la protection civile ¹	358 186	356 656	383 284	400 191	395 659	401 668	–
Membres du service civil	356 653	397 487	531 563	878 894	1 083 604	1 179 050	1 332 420
Participants à des actions de maintien de la paix	106 430	87 588	65 815	73 106	82 684	113 174	102 114
Membres du CSA	26 235	26 970	30 166	37 307	43 620	49 403	51 436
Assurés à titre professionnel DDPS ²							
Assurés	4 099	3 953	3 989	3 834	3 685	3 627	3 614
Assurés à titre professionnel	2 987	2 974	3 068	3 112	3 039	2 999	2 751
Militaires contractuels	1 112	979	921	722	646	628	863
Jours assurés ³	1 459 818	1 469 490	1 449 415	1 427 698	1 372 218	1 334 440	1 321 483
Assurés facultatifs ²							
Assurés	1 192	1 280	1 262	1 255	1 279	1 322	1 337
Jours assurés ³	421 393	451 140	463 915	459 353	462 455	474 683	485 268
Total des jours assurés ³	9 294 293	9 156 268	9 299 707	9 668 479	9 678 141	9 863 072	–
Membres du service de milice	80 %	79 %	79 %	80 %	81 %	82 %	–
Assurés à titre professionnel DDPS	16 %	16 %	16 %	15 %	14 %	14 %	–
Assurés facultatifs	5 %	5 %	5 %	5 %	5 %	5 %	–

¹ Le nombre de jours de service effectués par les membres de la protection civile durant l'exercice écoulé sera connu après la clôture de rédaction seulement.

² Etat au 31 décembre de l'exercice

³ L'estimation du nombre de jours assurés se base sur la valeur moyenne de l'année présente et précédente, vu que le nombre de personnes est disponible avec l'état à la fin de l'année.

Annexe 2

Nombre et coûts des cas

2.1	Nombre et coûts des cas de 1976 à 2013	34
2.2	Nombre et coûts des cas par catégorie d'assurés	35
2.3	Nombre des cas de maladies et d'accidents	36
2.3.1	Nombre des cas de maladies	37
2.3.2	Nombre des cas d'accidents	38
2.4	Coûts, tous les cas	39
2.4.1	Coûts, cas de maladies	40
2.4.2	Coûts, cas d'accidents	41
2.5	Développement des coûts	42
2.6	Coûts selon le genre de prestation	44
2.7	Répartition des coûts	45

Nombre et coûts des cas 1976–2013

Année	Nouveaux cas enregistrés		Cas de rentes courants			Prestations d'assurance en 1000 CHF			
	Cas ordinaires	Cas simples ¹	Rentes d'invalidité	Rentes pour atteinte à l'intégrité	Rentes de survivants	Total	dont		
							frais de traitement	indemnité journalière ²	coûts des rentes
1976	31 923	–	6 217	495	2 961	158 045	26 500	32 274	99 271
1977	29 991	–	6 255	540	2 913	157 272	26 837	30 205	100 230
1978	29 450	–	6 220	583	2 879	156 280	25 789	29 966	100 526
1979	29 552	–	6 154	607	2 851	157 503	27 065	30 158	100 280
1980	29 344	–	6 163	654	2 795	164 708	26 000	30 500	108 208
1981	29 674	–	6 067	670	2 781	169 003	29 000	30 200	109 803
1982	29 971	–	5 990	696	2 735	183 218	30 300	31 427	121 490
1983	30 889	–	5 807	734	2 668	189 344	32 000	36 000	121 344
1984	30 573	–	5 602	781	2 661	206 080	37 513	35 473	133 095
1985	31 479	–	5 375	773	2 619	203 140	35 820	36 611	130 709
1986	31 650	–	5 262	747	2 564	212 571	39 800	36 537	136 234
1987	34 906	–	5 497	973	2 648	222 025	37 633	37 600	146 791
1988	33 686	–	5 186	859	2 610	218 329	44 374	38 400	135 554
1989	31 744	–	4 970	787	2 595	215 227	49 550	39 284	126 392
1990	31 422	–	4 815	773	2 537	226 465	52 000	40 294	134 171
1991	29 200	–	4 529	684	2 436	231 919	57 941	41 300	132 678
1992	29 929	–	4 567	755	2 456	245 320	55 533	44 500	145 287
1993	28 230	–	4 425	738	2 417	258 457	62 097	43 711	152 649
1994	22 772	–	4 330	731	2 468	243 986	51 589	42 149	150 249
1995	16 979	–	4 236	770	2 447	238 239	46 484	35 355	156 400
1996	16 327	–	4 121	764	2 403	234 775	44 178	35 969	154 628
1997	16 816	–	3 314	785	2 357	237 740	45 541	32 203	159 996
1998	16 622	–	3 250	720	2 337	232 216	44 000	31 000	157 215
1999	16 263	27 645	3 201	727	2 272	219 255	38 768	29 090	151 397
2000	16 509	27 444	3 131	734	2 224	218 138	41 758	28 503	147 878
2001	16 387	25 464	3 149	727	2 173	225 969	46 419	32 045	147 505
2002	17 185	26 373	3 104	735	2 108	232 659	48 574	36 266	147 818
2003	16 925	23 012	3 009	688	2 038	228 418	50 401	35 302	142 714
2004	15 805	18 610	2 932	663	1 981	215 109	49 614	30 151	135 344
2005	15 197	19 405	2 844	647	1 918	211 725	50 358	28 559	132 808
2006	15 019	17 825	2 739	607	1 847	206 386	49 295	29 534	127 558
2007	13 940	18 579	2 669	606	1 771	204 961	51 570	27 915	125 477
2008	14 545	20 081	2 555	590	1 718	202 273	53 892	26 985	121 396
2009	14 537	21 593	2 455	572	1 627	201 485	55 320	27 833	118 332
2010	14 558	21 336	2 377	569	1 589	200 734	57 681	28 289	114 764
2011	14 388	23 705	2 299	545	1 527	197 025	57 569	28 099	111 358
2012	14 267	23 295	2 228	531	1 464	194 848	59 462	28 468	106 918
2013	14 392	24 651	2 135	498	1 410	195 146	64 794	27 885	102 467

¹ Les cas simples apparaissent dès l'année 1999.² Autres prestations en espèces à court terme incluses

Nombre et coûts des cas 2013

Tous les cas

Catégorie d'assurés	Nouveaux cas enregistrés			Coûts courants en 1000 CHF			
	Total	dont		Total	dont		
		cas simples	cas ordinaires		frais de traitement	indemnité journalière ¹	coûts des rentes
Total	39 043	24 651	14 392	195 146	64 794	27 885	102 467
Militaires de milice	23 732	19 038	4 694	116 750	34 252	17 558	64 940
Membres de la protection civile	1 431	870	561	5 311	1 308	830	3 173
Membres du service civil	5 305	4 743	562	4 704	3 618	781	305
Assurés à titre professionnel	4 917	–	4 917	50 795	12 263	7 256	31 277
Militaires contractuels	723	–	723	1 670	1 067	470	134
Assurés facultatifs	2 224	–	2 224	10 922	10 648	90	185
Participants à des actions de maintien de la paix	365	–	365	1 038	428	547	63
Membres du CSA	299	–	299	801	300	181	321
Autres ²	47	–	47	3 154	912	172	2 070

Cas de maladies

Catégorie d'assurés	Nouveaux cas enregistrés			Coûts courants en 1000 CHF			
	Total	dont		Total	dont		
		cas simples	cas ordinaires		frais de traitement	indemnité journalière ¹	coûts des rentes
Total	28 491	18 370	10 121	115 150	42 439	13 056	59 655
Militaires de milice	16 219	14 108	2 111	55 974	17 587	6 009	32 377
Membres de la protection civile	874	573	301	2 111	416	251	1 443
Membres du service civil	3 987	3 689	298	2 822	2 290	357	175
Assurés à titre professionnel	4 222	–	4 222	41 019	10 649	5 576	24 795
Militaires contractuels	550	–	550	1 218	874	291	52
Assurés facultatifs	2 040	–	2 040	10 268	9 994	89	185
Participants à des actions de maintien de la paix	308	–	308	692	316	344	32
Membres du CSA	280	–	280	678	241	115	321
Autres ²	11	–	11	370	70	24	275

Cas d'accidents

Catégorie d'assurés	Nouveaux cas enregistrés			Coûts courants en 1000 CHF			
	Total	dont		Total	dont		
		cas simples	cas ordinaires		frais de traitement	indemnité journalière ¹	coûts des rentes
Total	10 552	6 281	4 271	79 996	22 355	14 829	42 812
Militaires de milice	7 513	4 930	2 583	60 776	16 664	11 549	32 563
Membres de la protection civile	557	297	260	3 200	892	579	1 729
Membres du service civil	1 318	1 054	264	1 882	1 328	424	130
Assurés à titre professionnel	695	–	695	9 776	1 614	1 680	6 482
Militaires contractuels	173	–	173	453	192	179	82
Assurés facultatifs	184	–	184	654	653	1	–
Participants à des actions de maintien de la paix	57	–	57	346	111	204	32
Membres du CSA	19	–	19	124	58	65	–
Autres ²	36	–	36	2 785	842	148	1 795

¹ Autres prestations en espèces à court terme incluses

² Anciens assurés J+S inclus

Nombre de cas de maladies et d'accidents

Total

Année	Nouveaux cas enregistrés	Cas simples ¹	Cas ordinaires			Rentes d'invalidité fixées ³	RpAI ⁴ fixées et indemnités	Cas de décès reconnus ⁵	Rentes de survivants fixées ⁶
			Total	reconnus	avec indemnité journalière ²				
2004	34 415	18 610	15 805	14 373	2 662	83	110	34	42
2005	34 602	19 405	15 197	13 963	2 698	69	102	35	38
2006	32 844	17 825	15 019	13 057	2 591	55	77	37	34
2007	32 519	18 579	13 940	12 222	2 499	79	77	40	28
2008	34 626	20 081	14 545	12 836	2 659	35	84	28	30
2009	36 130	21 593	14 537	13 045	2 723	39	81	33	22
2010	35 894	21 336	14 558	13 077	2 767	38	93	41	28
2011	38 093	23 705	14 388	12 848	2 628	31	74	38	20
2012	37 562	23 295	14 267	12 862	2 520	51	73	37	27
2013	39 043	24 651	14 392	12 806	–	29	62	36	33

Militaires de milice

Année	Nouveaux cas enregistrés	Cas simples ¹	Cas ordinaires			Rentes d'invalidité fixées ³	RpAI ⁴ fixées et indemnités	Cas de décès reconnus ⁵	Rentes de survivants fixées ⁶
			Total	reconnus	avec indemnité journalière ²				
2004	23 220	17 579	5 641	4 719	1 399	67	95	16	23
2005	23 866	18 282	5 584	4 797	1 440	50	83	12	21
2006	22 663	16 656	6 007	4 787	1 454	37	62	14	16
2007	23 009	17 202	5 807	4 664	1 447	56	56	15	14
2008	24 133	18 241	5 892	4 743	1 508	29	63	11	16
2009	24 829	19 464	5 365	4 440	1 515	23	65	17	15
2010	23 869	18 162	5 707	4 736	1 562	29	75	10	17
2011	24 805	19 298	5 507	4 495	1 542	23	66	17	9
2012	23 967	18 704	5 263	4 386	1 409	37	59	14	14
2013	23 732	19 038	4 694	3 708	–	23	47	10	16

Assurés à titre professionnel⁷

Année	Nouveaux cas enregistrés	Cas simples ¹	Cas ordinaires			Rentes d'invalidité fixées ³	RpAI ⁴ fixées et indemnités	Cas de décès reconnus ⁵	Rentes de survivants fixées ⁶
			Total	reconnus	avec indemnité journalière ²				
2004	7 669	1	7 668	7 332	1 044	13	7	13	18
2005	7 073	–	7 073	6 771	1 003	11	11	16	14
2006	6 390	–	6 390	5 817	894	15	6	16	18
2007	5 437	–	5 437	5 041	789	13	9	12	10
2008	5 741	–	5 741	5 404	861	2	13	9	13
2009	5 988	–	5 988	5 656	924	9	11	5	3
2010	5 544	–	5 544	5 262	873	5	9	17	7
2011	5 348	–	5 348	5 072	773	3	4	8	7
2012	5 303	–	5 303	5 055	742	5	8	12	13
2013	5 640	–	5 640	5 355	–	1	3	16	16

Autres

Année	Nouveaux cas enregistrés	Cas simples ¹	Cas ordinaires			Rentes d'invalidité fixées ³	RpAI ⁴ fixées et indemnités	Cas de décès reconnus ⁵	Rentes de survivants fixées ⁶
			Total	reconnus	avec indemnité journalière ²				
2004	3 526	1 030	2 496	2 322	219	3	8	5	1
2005	3 663	1 123	2 540	2 395	255	8	8	7	3
2006	3 791	1 169	2 622	2 453	243	3	9	7	–
2007	4 073	1 377	2 696	2 517	263	10	12	13	4
2008	4 752	1 840	2 912	2 689	290	4	8	8	1
2009	5 313	2 129	3 184	2 949	284	7	5	11	4
2010	6 481	3 174	3 307	3 079	332	4	9	14	4
2011	7 940	4 407	3 533	3 281	313	5	4	13	4
2012	8 292	4 591	3 701	3 421	369	9	6	11	–
2013	9 671	5 613	4 058	3 743	–	5	12	10	1

¹ Les cas simples sont reconnus d'office.

² Cas entraînant le versement d'indemnités journalières au cours de l'année de l'enregistrement et/ou de l'année suivante

³ Rentes de reclassement incluses

⁴ Rentes pour atteinte à l'intégrité

⁵ La majeure partie des cas de décès reconnus concernent des personnes de milice ou des assurés à titre professionnel qui ne sont plus en service et décédés d'une affection contractée pendant le service.

⁶ Le nombre de rentes de survivants fixées en une année peut être supérieur au nombre de cas de décès reconnus au cours de la même année. La raison principale en est l'octroi de rentes de réversion qui ne présupposent pas un décès reconnu.

⁷ Militaires contractuels inclus

Nombre de cas de maladies

Total

Année	Nouveaux cas enregistrés	Cas simples ¹	Cas ordinaires			Rentes d'invalidité fixées ³	RpAI ⁴ fixées et indemnités	Cas de décès reconnus ⁵	Rentes de survivants fixées ⁶
			Total	reconnus	avec indemnité journalière ²				
2004	26 313	14 480	11 833	10 598	1 610	51	52	29	41
2005	25 782	14 703	11 079	10 031	1 532	37	44	28	25
2006	23 777	13 291	10 486	8 843	1 374	30	37	29	24
2007	23 104	13 672	9 432	8 071	1 242	39	20	30	15
2008	24 491	14 602	9 889	8 623	1 365	11	29	22	19
2009	25 812	15 790	10 022	8 884	1 445	22	30	20	12
2010	25 128	15 090	10 038	8 968	1 382	26	30	34	23
2011	27 139	17 119	10 020	8 882	1 334	15	19	32	18
2012	27 112	16 977	10 135	9 079	1 291	22	19	26	19
2013	28 491	18 370	10 121	8 927	-	11	16	32	22

Militaires de milice

Année	Nouveaux cas enregistrés	Cas simples ¹	Cas ordinaires			Rentes d'invalidité fixées ³	RpAI ⁴ fixées et indemnités	Cas de décès reconnus ⁵	Rentes de survivants fixées ⁶
			Total	reconnus	avec indemnité journalière ²				
2004	17 104	13 719	3 385	2 624	679	37	40	13	22
2005	16 979	13 889	3 090	2 466	614	25	33	8	10
2006	15 530	12 455	3 075	2 092	565	13	29	11	13
2007	15 455	12 651	2 804	1 954	520	24	11	9	4
2008	16 061	13 247	2 814	2 031	569	7	18	8	11
2009	16 745	14 199	2 546	1 896	596	11	21	8	7
2010	15 550	12 726	2 824	2 189	571	18	19	7	12
2011	16 570	13 810	2 760	2 069	605	10	16	13	8
2012	16 233	13 534	2 699	2 087	525	12	13	8	13
2013	16 219	14 108	2 111	1 433	-	8	12	10	14

Assurés à titre professionnel⁷

Année	Nouveaux cas enregistrés	Cas simples ¹	Cas ordinaires			Rentes d'invalidité fixées ³	RpAI ⁴ fixées et indemnités	Cas de décès reconnus ⁵	Rentes de survivants fixées ⁶
			Total	reconnus	avec indemnité journalière ²				
2004	6 460	1	6 459	6 136	811	12	6	13	18
2005	5 939	-	5 939	5 642	777	9	7	13	14
2006	5 306	-	5 306	4 786	690	15	5	12	11
2007	4 492	-	4 492	4 123	593	10	7	10	8
2008	4 764	-	4 764	4 461	652	2	9	6	8
2009	4 923	-	4 923	4 626	716	8	8	3	3
2010	4 602	-	4 602	4 346	668	5	7	15	7
2011	4 470	-	4 470	4 219	587	3	3	8	6
2012	4 497	-	4 497	4 270	571	5	5	8	6
2013	4 772	-	4 772	4 510	-	1	1	13	7

Autres

Année	Nouveaux cas enregistrés	Cas simples ¹	Cas ordinaires			Rentes d'invalidité fixées ³	RpAI ⁴ fixées et indemnités	Cas de décès reconnus ⁵	Rentes de survivants fixées ⁶
			Total	reconnus	avec indemnité journalière ²				
2004	2 749	760	1 989	1 838	120	2	6	3	1
2005	2 864	814	2 050	1 923	141	3	4	7	1
2006	2 941	836	2 105	1 965	119	2	3	6	-
2007	3 157	1 021	2 136	1 994	129	5	2	11	3
2008	3 666	1 355	2 311	2 131	144	2	2	8	-
2009	4 144	1 591	2 553	2 362	133	3	1	9	2
2010	4 976	2 364	2 612	2 433	143	3	4	12	4
2011	6 099	3 309	2 790	2 594	142	2	-	11	4
2012	6 382	3 443	2 939	2 722	195	5	1	10	-
2013	7 500	4 262	3 238	2 984	-	2	3	9	1

¹ Les cas simples sont reconnus d'office.

² Cas entraînant le versement d'indemnités journalières au cours de l'année de l'enregistrement et/ou de l'année suivante

³ Rentes de reclassement incluses

⁴ Rentes pour atteinte à l'intégrité

⁵ La majeure partie des cas de décès reconnus concernent des personnes de milice ou des assurés à titre professionnel qui ne sont plus en service et décédés d'une affection contractée pendant le service.

⁶ Le nombre de rentes de survivants fixées en une année peut être supérieur au nombre de cas de décès reconnus au cours de la même année. La raison principale en est l'octroi de rentes de réversion qui ne présupposent pas un décès reconnu.

⁷ Militaires contractuels inclus

Nombre de cas d'accidents

Total

Année	Nouveaux cas enregistrés	Cas simples ¹	Cas ordinaires			Rentes d'invalidité fixées ³	RpAI ⁴ fixées et indemnités	Cas de décès reconnus ⁵	Rentes de survivants fixées ⁶
			Total	reconnus	avec indemnité journalière ²				
2004	8 102	4 130	3 972	3 775	1 052	32	58	5	1
2005	8 820	4 702	4 118	3 932	1 166	32	58	7	13
2006	9 067	4 534	4 533	4 214	1 217	25	40	8	10
2007	9 415	4 907	4 508	4 151	1 257	40	57	10	13
2008	10 135	5 479	4 656	4 213	1 294	24	55	6	11
2009	10 318	5 803	4 515	4 161	1 278	17	51	13	10
2010	10 766	6 246	4 520	4 109	1 385	12	63	7	5
2011	10 954	6 586	4 368	3 966	1 294	16	55	6	2
2012	10 450	6 318	4 132	3 783	1 229	29	54	11	8
2013	10 552	6 281	4 271	3 879	–	18	46	4	11

Militaires de milice

Année	Nouveaux cas enregistrés	Cas simples ¹	Cas ordinaires			Rentes d'invalidité fixées ³	RpAI ⁴ fixées et indemnités	Cas de décès reconnus ⁵	Rentes de survivants fixées ⁶
			Total	reconnus	avec indemnité journalière ²				
2004	6 116	3 860	2 256	2 095	720	30	55	3	1
2005	6 887	4 393	2 494	2 331	826	25	50	4	11
2006	7 133	4 201	2 932	2 695	889	24	33	3	3
2007	7 554	4 551	3 003	2 710	927	32	45	6	10
2008	8 072	4 994	3 078	2 712	939	22	45	3	5
2009	8 084	5 265	2 819	2 544	919	12	44	9	8
2010	8 319	5 436	2 883	2 547	991	11	56	3	5
2011	8 235	5 488	2 747	2 426	937	13	50	4	1
2012	7 734	5 170	2 564	2 299	884	25	46	6	1
2013	7 513	4 930	2 583	2 275	–	15	35	–	2

Assurés à titre professionnel⁷

Année	Nouveaux cas enregistrés	Cas simples ¹	Cas ordinaires			Rentes d'invalidité fixées ³	RpAI ⁴ fixées et indemnités	Cas de décès reconnus ⁵	Rentes de survivants fixées ⁶
			Total	reconnus	avec indemnité journalière ²				
2004	1 209	–	1 209	1 196	233	1	1	–	–
2005	1 134	–	1 134	1 129	226	2	4	3	–
2006	1 084	–	1 084	1 031	204	–	1	4	7
2007	945	–	945	918	196	3	2	2	2
2008	977	–	977	943	209	–	4	3	5
2009	1 065	–	1 065	1 030	208	1	3	2	–
2010	942	–	942	916	205	–	2	2	–
2011	878	–	878	853	186	–	1	–	1
2012	806	–	806	785	171	–	3	4	7
2013	868	–	868	845	–	–	2	3	9

Autres

Année	Nouveaux cas enregistrés	Cas simples ¹	Cas ordinaires			Rentes d'invalidité fixées ³	RpAI ⁴ fixées et indemnités	Cas de décès reconnus ⁵	Rentes de survivants fixées ⁶
			Total	reconnus	avec indemnité journalière ²				
2004	777	270	507	484	99	1	2	2	–
2005	799	309	490	472	114	5	4	–	2
2006	850	333	517	488	124	1	6	1	–
2007	916	356	560	523	134	5	10	2	1
2008	1 086	485	601	558	146	2	6	–	1
2009	1 169	538	631	587	151	4	4	2	2
2010	1 505	810	695	646	189	1	5	2	–
2011	1 841	1 098	743	687	171	3	4	2	–
2012	1 910	1 148	762	699	174	4	5	1	–
2013	2 171	1 351	820	759	–	3	9	1	–

¹ Les cas simples sont reconnus d'office.

² Cas entraînant le versement d'indemnités journalières au cours de l'année de l'enregistrement et/ou de l'année suivante

³ Rentes de reclassement incluses

⁴ Rentes pour atteinte à l'intégrité

⁵ La majeure partie des cas de décès reconnus concernent des personnes de milice ou des assurés à titre professionnel qui ne sont plus en service et décédés d'une affection contractée pendant le service.

⁶ Le nombre de rentes de survivants fixées en une année peut être supérieur au nombre de cas de décès reconnus au cours de la même année. La raison principale en est l'octroi de rentes de réversion qui ne présupposent pas un décès reconnu.

⁷ Militaires contractuels inclus

Coûts, tous les cas

Total

Exercice	Coûts en 1000 CHF							
	Total	Frais de traitement			Indemnité journalière ¹	Prestations de rentes		
		Total	Cas simples	Cas ordinaires		Rentes d'invalidité	RpAI ² et indemnisations	Rentes de survivants ³
2004	215 109	49 614	5 681	43 933	30 151	72 847	6 770	55 727
2005	211 725	50 358	6 408	43 949	28 559	71 814	6 802	54 191
2006	206 386	49 295	6 230	43 064	29 534	68 448	6 948	52 161
2007	204 961	51 570	7 122	44 448	27 915	67 631	5 889	51 957
2008	202 273	53 892	7 958	45 934	26 985	65 141	5 967	50 288
2009	201 485	55 320	8 529	46 791	27 833	63 808	5 119	49 405
2010	200 734	57 681	8 487	49 193	28 289	60 721	5 699	48 344
2011	197 025	57 569	9 578	47 990	28 099	59 251	4 749	47 358
2012	194 848	59 462	10 259	49 203	28 468	55 835	5 452	45 630
2013	195 146	64 794	11 615	53 179	27 885	53 474	4 973	44 020

Militaires de milice

Exercice	Coûts en 1000 CHF							
	Total	Frais de traitement			Indemnité journalière ¹	Prestations de rentes		
		Total	Cas simples	Cas ordinaires		Rentes d'invalidité	RpAI ² et indemnisations	Rentes de survivants ³
2004	136 161	28 648	5 449	23 199	19 333	49 668	5 584	32 929
2005	131 885	28 506	6 146	22 360	16 702	49 119	5 729	31 829
2006	128 472	28 189	5 925	22 264	17 860	46 513	5 600	30 311
2007	127 785	30 194	6 672	23 521	17 611	45 340	4 557	30 084
2008	126 571	32 178	7 355	24 824	17 736	43 544	4 313	28 800
2009	125 390	32 121	7 821	24 300	18 364	42 664	4 075	28 166
2010	123 215	31 781	7 416	24 366	18 749	40 640	4 463	27 581
2011	120 918	31 680	8 048	23 632	18 627	39 603	3 980	27 026
2012	118 055	31 847	8 557	23 290	18 639	37 305	4 066	26 198
2013	116 750	34 252	9 337	24 915	17 558	35 776	4 011	25 153

Assurés à titre professionnel⁷

Exercice	Coûts en 1000 CHF							
	Total	Frais de traitement			Indemnité journalière ¹	Prestations de rentes		
		Total	Cas simples	Cas ordinaires		Rentes d'invalidité	RpAI ² et indemnisations	Rentes de survivants ³
2004	64 416	14 572	2	14 571	8 217	19 295	851	21 480
2005	63 758	14 107	1	14 106	9 292	18 680	604	21 074
2006	60 718	12 849	3	12 847	8 675	17 875	717	20 601
2007	59 758	12 931	0	12 931	7 352	18 049	851	20 575
2008	57 275	12 026	–	12 026	6 658	17 473	1 178	19 940
2009	56 645	12 452	–	12 452	6 824	16 964	661	19 744
2010	56 464	13 263	–	13 263	7 084	16 189	714	19 214
2011	53 835	12 335	1	12 334	6 652	15 685	450	18 713
2012	53 259	13 309	–	13 309	7 037	14 546	580	17 787
2013	52 466	13 330	–	13 330	7 726	13 842	272	17 296

Autres

Exercice	Coûts en 1000 CHF							
	Total	Frais de traitement			Indemnité journalière ¹	Prestations de rentes		
		Total	Cas simples	Cas ordinaires		Rentes d'invalidité	RpAI ² et indemnisations	Rentes de survivants ³
2004	14 532	6 394	231	6 163	2 601	3 885	335	1 318
2005	16 083	7 745	261	7 484	2 565	4 015	469	1 288
2006	17 197	8 257	303	7 954	2 999	4 060	631	1 250
2007	17 418	8 445	450	7 995	2 951	4 243	481	1 298
2008	18 427	9 688	603	9 085	2 591	4 124	477	1 548
2009	19 451	10 747	707	10 039	2 646	4 180	383	1 496
2010	21 055	12 637	1 072	11 565	2 455	3 892	522	1 549
2011	22 273	13 553	1 530	12 024	2 819	3 963	319	1 618
2012	23 535	14 306	1 702	12 604	2 792	3 984	806	1 646
2013	25 931	17 213	2 278	14 935	2 601	3 856	689	1 571

¹ Autres prestations en espèces à court terme incluses² Rentes pour atteinte à l'intégrité³ Réparations pour tort moral incluses⁴ Militaires contractuels inclus

Coûts, cas de maladies

Total

Exercice	Coûts en 1000 CHF							
	Total	Frais de traitement			Indemnité journalière ¹	Prestations de rentes		
		Total	Cas simples	Cas ordinaires		Rentes d'invalidité	RpAI ² et indemnisations	Rentes de survivants ³
2004	135 445	34 452	4 412	30 041	17 228	42 744	3 012	38 008
2005	131 960	34 368	4 724	29 644	16 104	41 579	2 866	37 042
2006	125 888	32 362	4 491	27 871	14 887	40 255	2 908	35 476
2007	123 448	33 691	5 094	28 596	13 629	39 307	1 959	34 861
2008	120 731	34 392	5 604	28 788	12 911	37 310	2 688	33 430
2009	119 609	35 874	6 088	29 786	12 712	36 062	2 117	32 843
2010	118 844	37 466	5 808	31 658	12 938	34 271	2 229	31 940
2011	117 181	37 935	6 638	31 297	13 121	33 549	1 641	30 935
2012	115 688	39 922	7 207	32 715	13 210	31 568	1 599	29 389
2013	115 150	42 439	8 228	34 211	13 056	30 044	1 316	28 295

Militaires de milice

Exercice	Coûts en 1000 CHF							
	Total	Frais de traitement			Indemnité journalière ¹	Prestations de rentes		
		Total	Cas simples	Cas ordinaires		Rentes d'invalidité	RpAI ² et indemnisations	Rentes de survivants ³
2004	73 695	17 072	4 234	12 838	9 234	24 398	2 142	20 848
2005	69 980	16 528	4 537	11 991	7 330	23 518	2 183	20 422
2006	65 566	14 900	4 278	10 621	6 476	22 724	2 177	19 290
2007	64 168	16 048	4 774	11 274	6 619	21 624	1 169	18 708
2008	64 222	17 461	5 162	12 299	7 040	20 126	1 774	17 822
2009	62 092	16 956	5 567	11 390	6 794	19 404	1 504	17 433
2010	60 754	17 070	5 049	12 021	6 696	18 645	1 464	16 879
2011	59 645	17 136	5 562	11 574	6 786	18 116	1 250	16 358
2012	58 019	17 513	6 006	11 507	6 609	17 118	1 104	15 675
2013	55 974	17 587	6 613	10 974	6 009	16 332	936	15 110

Assurés à titre professionnel⁷

Exercice	Coûts en 1000 CHF							
	Total	Frais de traitement			Indemnité journalière ¹	Prestations de rentes		
		Total	Cas simples	Cas ordinaires		Rentes d'invalidité	RpAI ² et indemnisations	Rentes de survivants ³
2004	53 440	12 755	2	12 753	6 473	17 058	736	16 419
2005	52 464	12 135	1	12 134	7 247	16 745	451	15 886
2006	49 736	11 092	3	11 089	6 564	16 132	475	15 473
2007	48 969	11 308	0	11 308	5 347	16 259	666	15 389
2008	46 247	10 204	-	10 204	4 602	15 818	813	14 811
2009	45 699	10 681	-	10 681	4 714	15 268	518	14 519
2010	45 544	11 286	-	11 286	5 074	14 467	582	14 134
2011	43 602	10 507	1	10 506	5 001	14 164	337	13 593
2012	43 182	11 636	-	11 636	5 270	13 159	414	12 703
2013	42 237	11 523	-	11 523	5 867	12 524	138	12 184

Autres

Exercice	Coûts en 1000 CHF							
	Total	Frais de traitement			Indemnité journalière ¹	Prestations de rentes		
		Total	Cas simples	Cas ordinaires		Rentes d'invalidité	RpAI ² et indemnisations	Rentes de survivants ³
2004	8 310	4 625	176	4 450	1 522	1 288	135	741
2005	9 515	5 705	187	5 518	1 527	1 317	232	735
2006	10 587	6 371	210	6 161	1 846	1 399	257	714
2007	10 310	6 334	320	6 014	1 664	1 425	123	764
2008	10 263	6 728	442	6 286	1 270	1 366	101	797
2009	11 817	8 237	521	7 716	1 204	1 391	95	891
2010	12 546	9 111	759	8 352	1 168	1 158	183	926
2011	13 934	10 292	1 075	9 217	1 335	1 269	54	984
2012	14 487	10 773	1 201	9 572	1 331	1 290	82	1 011
2013	16 939	13 328	1 615	11 713	1 180	1 188	242	1 001

¹ Autres prestations en espèces à court terme incluses² Rentes pour atteinte à l'intégrité³ Réparations pour tort moral incluses⁴ Militaires contractuels inclus

Coûts, cas d'accidents

Total

Exercice	Coûts en 1000 CHF							
	Total	Frais de traitement			Indemnité journalière ¹	Prestations de rentes		
		Total	Cas simples	Cas ordinaires		Rentes d'invalidité	RpAI ² et indemnisations	Rentes de survivants ³
2004	79 664	15 162	1 269	13 892	12 922	30 103	3 758	17 719
2005	79 766	15 990	1 684	14 306	12 455	30 235	3 937	17 149
2006	80 498	16 933	1 740	15 193	14 647	28 193	4 040	16 685
2007	81 514	17 879	2 028	15 851	14 285	28 324	3 930	17 095
2008	81 542	19 500	2 354	17 146	14 074	27 831	3 279	16 858
2009	81 877	19 446	2 441	17 005	15 121	27 746	3 002	16 562
2010	81 890	20 214	2 679	17 535	15 352	26 450	3 470	16 404
2011	79 844	19 634	2 941	16 693	14 978	25 702	3 108	16 423
2012	79 160	19 541	3 053	16 488	15 258	24 268	3 853	16 241
2013	79 996	22 355	3 387	18 968	14 829	23 430	3 657	15 725

Militaires de milice

Exercice	Coûts en 1000 CHF							
	Total	Frais de traitement			Indemnité journalière ¹	Prestations de rentes		
		Total	Cas simples	Cas ordinaires		Rentes d'invalidité	RpAI ² et indemnisations	Rentes de survivants ³
2004	62 467	11 576	1 214	10 361	10 099	25 269	3 442	12 080
2005	61 904	11 978	1 609	10 369	9 372	25 601	3 546	11 407
2006	62 906	13 289	1 646	11 643	11 384	23 789	3 423	11 021
2007	63 617	14 145	1 899	12 247	10 992	23 716	3 387	11 375
2008	62 349	14 717	2 193	12 525	10 696	23 419	2 539	10 979
2009	63 298	15 165	2 255	12 910	11 569	23 260	2 571	10 733
2010	62 461	14 712	2 367	12 345	12 053	21 995	2 999	10 702
2011	61 272	14 544	2 486	12 058	11 841	21 488	2 730	10 668
2012	60 036	14 334	2 552	11 783	12 030	20 187	2 963	10 522
2013	60 776	16 664	2 724	13 941	11 549	19 445	3 075	10 043

Assurés à titre professionnel⁷

Exercice	Coûts en 1000 CHF							
	Total	Frais de traitement			Indemnité journalière ¹	Prestations de rentes		
		Total	Cas simples	Cas ordinaires		Rentes d'invalidité	RpAI ² et indemnisations	Rentes de survivants ³
2004	10 976	1 818	–	1 818	1 744	2 237	115	5 061
2005	11 294	1 972	–	1 972	2 045	1 936	153	5 188
2006	10 982	1 758	–	1 758	2 111	1 744	242	5 128
2007	10 789	1 623	–	1 623	2 005	1 790	185	5 186
2008	11 028	1 822	–	1 822	2 057	1 655	365	5 129
2009	10 945	1 771	–	1 771	2 110	1 696	143	5 225
2010	10 921	1 977	–	1 977	2 011	1 722	131	5 079
2011	10 233	1 828	–	1 828	1 652	1 521	113	5 120
2012	10 077	1 673	–	1 673	1 767	1 387	166	5 084
2013	10 229	1 807	–	1 807	1 859	1 317	134	5 112

Autres

Exercice	Coûts en 1000 CHF							
	Total	Frais de traitement			Indemnité journalière ¹	Prestations de rentes		
		Total	Cas simples	Cas ordinaires		Rentes d'invalidité	RpAI ² et indemnisations	Rentes de survivants ³
2004	6 222	1 768	55	1 713	1 079	2 597	200	577
2005	6 567	2 040	75	1 966	1 038	2 698	237	554
2006	6 610	1 886	93	1 793	1 153	2 661	375	536
2007	7 108	2 110	130	1 981	1 288	2 818	357	535
2008	8 165	2 960	161	2 799	1 321	2 758	376	750
2009	7 633	2 509	186	2 323	1 442	2 789	288	605
2010	8 509	3 526	313	3 213	1 288	2 734	339	623
2011	8 339	3 261	455	2 807	1 485	2 693	265	634
2012	9 047	3 533	501	3 032	1 461	2 694	724	635
2013	8 991	3 885	663	3 221	1 421	2 668	448	570

¹ Autres prestations en espèces à court terme incluses² Rentes pour atteinte à l'intégrité³ Réparations pour tort moral incluses⁴ Militaires contractuels inclus

Développement des coûts, tous les cas, en valeur absolue

Année de l'enregistrement	Total des coûts en 1000 CHF										Année de l'enregistrement
	Exercice										
	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	
< 2004	183 725	160 611	150 173	142 291	134 957	130 296	122 900	117 777	110 585	105 143	< 2004
2004	31 384	18 410	7 281	5 395	3 768	3 685	3 436	2 850	2 797	2 386	2004
2005	-	32 704	16 591	5 269	6 634	2 871	2 518	2 556	2 262	2 065	2005
2006	-	-	32 341	17 327	6 387	4 386	3 740	2 825	2 479	2 127	2006
2007	-	-	-	34 678	16 328	5 729	4 880	3 678	3 711	2 524	2007
2008	-	-	-	-	37 200	16 692	5 991	4 140	3 734	3 420	2008
2009	-	-	-	-	-	37 826	18 660	6 512	4 128	3 504	2009
2010	-	-	-	-	-	-	38 610	18 781	6 264	4 213	2010
2011	-	-	-	-	-	-	-	37 905	20 062	6 808	2011
2012	-	-	-	-	-	-	-	-	38 827	21 012	2012
2013	-	-	-	-	-	-	-	-	-	41 945	2013
Total	215 109	211 725	206 386	204 961	202 273	201 485	200 734	197 025	194 848	195 146	Total

Année de l'enregistrement	Frais de traitement en 1000 CHF										Année de l'enregistrement
	Exercice										
	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	
< 2004	29 879	19 768	17 117	15 707	14 959	14 234	13 414	12 118	11 075	11 245	< 2004
2004	19 734	9 500	2 994	2 055	1 255	1 369	1 068	1 036	788	711	2004
2005	-	21 090	8 553	2 371	1 514	1 169	1 051	1 198	933	943	2005
2006	-	-	20 631	9 217	3 051	1 988	1 787	1 561	1 172	1 062	2006
2007	-	-	-	22 220	9 328	2 537	2 264	1 554	1 650	1 277	2007
2008	-	-	-	-	23 785	9 793	2 890	1 931	1 826	1 515	2008
2009	-	-	-	-	-	24 230	11 023	3 134	1 911	1 664	2009
2010	-	-	-	-	-	-	24 185	10 927	2 978	1 511	2010
2011	-	-	-	-	-	-	-	24 111	11 342	3 070	2011
2012	-	-	-	-	-	-	-	-	25 788	13 181	2012
2013	-	-	-	-	-	-	-	-	-	28 614	2013
Total	49 614	50 358	49 295	51 570	53 892	55 320	57 681	57 569	59 462	64 794	Total

Année de l'enregistrement	Indemnité journalière ¹ en 1000 CHF										Année de l'enregistrement
	Exercice										
	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	
< 2004	18 936	9 086	7 572	5 297	3 621	3 029	2 371	2 068	1 848	1 490	< 2004
2004	11 215	7 926	3 006	1 246	802	376	342	275	230	186	2004
2005	-	11 548	7 548	2 037	1 102	721	465	392	354	297	2005
2006	-	-	11 408	7 366	2 245	1 451	949	504	475	342	2006
2007	-	-	-	11 969	6 132	2 521	1 573	989	722	451	2007
2008	-	-	-	-	13 083	6 275	1 952	1 106	760	564	2008
2009	-	-	-	-	-	13 460	6 827	2 453	1 376	1 109	2009
2010	-	-	-	-	-	-	13 811	6 834	2 424	1 351	2010
2011	-	-	-	-	-	-	-	13 478	7 563	2 116	2011
2012	-	-	-	-	-	-	-	-	12 716	7 020	2012
2013	-	-	-	-	-	-	-	-	-	12 957	2013
Total	30 151	28 559	29 534	27 915	26 985	27 833	28 289	28 099	28 468	27 885	Total

Année de l'enregistrement	Prestations de rentes en 1000 CHF										Année de l'enregistrement
	Exercice										
	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	
< 2004	134 909	131 757	125 484	121 287	116 376	113 033	107 116	103 591	97 663	92 408	< 2004
2004	435	985	1 282	2 095	1 711	1 940	2 026	1 539	1 779	1 489	2004
2005	-	66	490	861	1 018	981	1 002	967	976	825	2005
2006	-	-	302	745	1 090	946	1 004	761	832	722	2006
2007	-	-	-	489	868	671	1 042	1 135	1 339	795	2007
2008	-	-	-	-	333	624	1 149	1 103	1 148	1 340	2008
2009	-	-	-	-	-	136	810	925	842	731	2009
2010	-	-	-	-	-	-	615	1 020	862	1 350	2010
2011	-	-	-	-	-	-	-	317	1 156	1 622	2011
2012	-	-	-	-	-	-	-	-	322	811	2012
2013	-	-	-	-	-	-	-	-	-	374	2013
Total	135 344	132 808	127 558	125 477	121 396	118 332	114 764	111 358	106 918	102 467	Total

¹ Autres prestations en espèces à court terme incluses

Développement des coûts, tous les cas, en pour-cent

Année de l'enregistrement	Total des coûts en %										Année de l'enregistrement
	Exercice										
	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	
< 2004	85.4	75.9	72.8	69.4	66.7	64.7	61.2	59.8	56.8	53.9	< 2004
2004	14.6	8.7	3.5	2.6	1.9	1.8	1.7	1.4	1.4	1.2	2004
2005	-	15.4	8.0	2.6	1.8	1.4	1.3	1.3	1.2	1.1	2005
2006	-	-	15.7	8.5	3.2	2.2	1.9	1.4	1.3	1.1	2006
2007	-	-	-	16.9	8.1	2.8	2.4	1.9	1.9	1.3	2007
2008	-	-	-	-	18.4	8.3	3.0	2.1	1.9	1.8	2008
2009	-	-	-	-	-	18.8	9.3	3.3	2.1	1.8	2009
2010	-	-	-	-	-	-	19.2	9.5	3.2	2.2	2010
2011	-	-	-	-	-	-	-	19.2	10.3	3.5	2011
2012	-	-	-	-	-	-	-	-	19.9	10.8	2012
2013	-	-	-	-	-	-	-	-	-	21.5	2013
Total	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	Total

Année de l'enregistrement	Frais de traitement en %										Année de l'enregistrement
	Exercice										
	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	
< 2004	60.2	39.3	34.7	30.5	27.8	25.7	23.3	21.0	18.6	17.4	< 2004
2004	39.8	18.9	6.1	4.0	2.3	2.5	1.9	1.8	1.3	1.1	2004
2005	-	41.9	17.4	4.6	2.8	2.1	1.8	2.1	1.6	1.5	2005
2006	-	-	41.9	17.9	5.7	3.6	3.1	2.7	2.0	1.6	2006
2007	-	-	-	43.1	17.3	4.6	3.9	2.7	2.8	2.0	2007
2008	-	-	-	-	44.1	17.7	5.0	3.4	3.1	2.3	2008
2009	-	-	-	-	-	43.8	19.1	5.4	3.2	2.6	2009
2010	-	-	-	-	-	-	41.9	19.0	5.0	2.3	2010
2011	-	-	-	-	-	-	-	41.9	19.1	4.7	2011
2012	-	-	-	-	-	-	-	-	43.4	20.3	2012
2013	-	-	-	-	-	-	-	-	-	44.2	2013
Total	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	Total

Année de l'enregistrement	Indemnité journalière ¹ en %										Année de l'enregistrement
	Exercice										
	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	
< 2004	62.8	31.8	25.6	19.0	13.4	10.9	8.4	7.4	6.5	5.3	< 2004
2004	37.2	27.8	10.2	4.5	3.0	1.4	1.2	1.0	0.8	0.7	2004
2005	-	40.4	25.6	7.3	4.1	2.6	1.6	1.4	1.2	1.1	2005
2006	-	-	38.6	26.4	8.3	5.2	3.4	1.8	1.7	1.2	2006
2007	-	-	-	42.9	22.7	9.1	5.6	3.5	2.5	1.6	2007
2008	-	-	-	-	48.5	22.5	6.9	3.9	2.7	2.0	2008
2009	-	-	-	-	-	48.4	24.1	8.7	4.8	4.0	2009
2010	-	-	-	-	-	-	48.8	24.3	8.5	4.8	2010
2011	-	-	-	-	-	-	-	48.0	26.6	7.6	2011
2012	-	-	-	-	-	-	-	-	44.7	25.2	2012
2013	-	-	-	-	-	-	-	-	-	46.5	2013
Total	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	Total

Année de l'enregistrement	Prestations de rentes en %										Année de l'enregistrement
	Exercice										
	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	
< 2004	99.7	99.2	98.4	96.7	95.9	95.5	93.3	93.0	91.3	90.2	< 2004
2004	0.3	0.7	1.0	1.7	1.4	1.6	1.8	1.4	1.7	1.5	2004
2005	-	-	0.4	0.7	0.8	0.8	0.9	0.9	0.9	0.8	2005
2006	-	-	0.2	0.6	0.9	0.8	0.9	0.7	0.8	0.7	2006
2007	-	-	-	0.4	0.7	0.6	0.9	1.0	1.3	0.8	2007
2008	-	-	-	-	0.3	0.5	1.0	1.0	1.1	1.3	2008
2009	-	-	-	-	-	0.1	0.7	0.8	0.8	0.7	2009
2010	-	-	-	-	-	-	0.5	0.9	0.8	1.3	2010
2011	-	-	-	-	-	-	-	0.3	1.1	1.6	2011
2012	-	-	-	-	-	-	-	-	0.3	0.8	2012
2013	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0.4	2013
Total	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	Total

¹ Autres prestations en espèces à court terme incluses

Coûts selon le genre de prestation, tous les cas

Genre de prestation	en 1000 CHF			en %		
	2011	2012	2013	2011	2012	2013
Total des prestations d'assurance	197 025	194 848	195 146	100.0	100.0	100.0
Total des prestations en espèces	28 099	28 468	27 885	14.3	14.6	14.3
Indemnité journalière	25 765	26 215	25 780	13.1	13.5	13.2
Frais de voyage	278	223	211	0.1	0.1	0.1
Indemnités supplémentaires de cures	47	47	47	0.0	0.0	0.0
Indemnités pour indépendants	179	54	42	0.1	0.0	0.0
Reclassement, aide en capital	1 246	1 387	1 425	0.6	0.7	0.7
Indemnisation des dommages matériels	6	2	2	0.0	0.0	0.0
Indemnités funéraires	468	526	410	0.2	0.3	0.2
Assistance juridique, frais de procédure	33	29	12	0.0	0.0	0.0
Divers ¹	77	-14	-44	0.0	-0.0	-0.0
Total des frais de traitement	57 569	59 462	64 794	29.2	30.5	33.2
Soins en milieu hospitalier	15 578	17 444	22 811	7.9	9.0	11.7
Soins ambulatoires, en milieu semi-hospitalier	11 316	12 032	11 971	5.7	6.2	6.1
Médecin	12 273	11 490	11 268	6.2	5.9	5.8
Pharmacie	4 649	4 482	4 227	2.4	2.3	2.2
Médecin-dentiste	928	935	846	0.5	0.5	0.4
Technicien-dentiste	313	300	211	0.2	0.2	0.1
Physiothérapeute	2 572	2 560	2 737	1.3	1.3	1.4
Chiropraticien	216	249	254	0.1	0.1	0.1
Psychologue	104	109	159	0.1	0.1	0.1
Ergothérapeute	159	204	205	0.1	0.1	0.1
Logopédiste	7	6	12	0.0	0.0	0.0
Opticien	287	260	258	0.1	0.1	0.1
Laboratoires	869	923	982	0.4	0.5	0.5
Homes	1 331	1 254	1 610	0.7	0.6	0.8
Spitex (soins à domicile)	789	653	714	0.4	0.3	0.4
Instituts de radiologie	765	1 197	1 406	0.4	0.6	0.7
Bottier-orthopédiste	916	1 102	1 117	0.5	0.6	0.6
Technicien-orthopédiste	645	490	498	0.3	0.3	0.3
Prothèses auditives	1 073	1 017	757	0.5	0.5	0.4
Moyens auxiliaires	1 868	2 029	2 047	0.9	1.0	1.0
Fitness, bains	38	29	25	0.0	0.0	0.0
Frais de transport et de sauvetage	689	533	535	0.3	0.3	0.3
Divers ¹	186	164	144	0.1	0.1	0.1
Total des rentes, rachats, etc.	111 358	106 918	102 467	56.5	54.9	52.5
Rentes d'invalidité	43 348	40 124	36 710	22.0	20.6	18.8
Rentes de reclassement	881	803	850	0.4	0.4	0.4
Allocations pour impotents	1 025	885	902	0.5	0.5	0.5
Rentes de vieillesse pour invalides	12 015	12 263	13 484	6.1	6.3	6.9
Rentes pour atteinte à l'intégrité	2 515	2 418	2 365	1.3	1.2	1.2
Rentes de survivants	44 447	42 819	41 364	22.6	22.0	21.2
Rentes de réversion	2 597	2 581	2 572	1.3	1.3	1.3
Rachats de rentes pour atteinte à l'intégrité	1 636	2 438	2 011	0.8	1.3	1.0
Rachats de rentes d'invalidité	308	35	-	0.2	0.0	-
Allocations d'aide ou de soins et autres allocations	1 734	1 715	1 611	0.9	0.9	0.8
Mesures de réadaptation	14	86	-	0.0	0.0	-
Réparations pour tort moral, indemnisations	313	231	84	0.2	0.1	0.0
Divers ¹	524	521	512	0.3	0.3	0.3

¹ En raison des remboursements, des montants négatifs sont possibles vu qu'ils ne peuvent plus être attribués au genre de prestation originale.

Répartition des coûts, cas ordinaires

Frais de traitement

Cas ordinaires reconnus en 2009 avec état 2009				
Cas cumulés		Frais de traitement		
		Centile en CHF ¹	cumulés	
absolu	en %		millions de CHF	en %
1 124	10.0	73	0.0	0.3
2 248	20.0	130	0.2	0.9
3 372	30.0	193	0.3	1.9
4 495	40.0	275	0.6	3.3
5 619	50.0	391	1.0	5.3
6 743	60.0	530	1.5	8.0
7 866	70.0	793	2.2	11.9
8 428	75.0	973	2.7	14.6
8 990	80.0	1 273	3.3	17.9
9 552	85.0	1 827	4.2	22.5
10 114	90.0	3 192	5.5	29.7
10 226	91.0	3 765	5.9	31.8
10 339	92.0	4 435	6.4	34.3
10 451	93.0	5 282	6.9	37.3
10 563	94.0	6 231	7.6	40.7
10 676	95.0	7 390	8.3	44.9
10 788	96.0	8 954	9.2	49.8
10 900	97.0	11 072	10.3	55.8
11 013	98.0	13 831	11.7	63.4
11 125	99.0	20 854	13.6	73.5
11 136	99.1	22 234	13.9	74.8
11 148	99.2	23 958	14.1	76.3
11 159	99.3	26 222	14.4	77.8
11 170	99.4	29 733	14.7	79.5
11 181	99.5	32 642	15.1	81.4
11 193	99.6	37 074	15.5	83.6
11 204	99.7	43 112	15.9	86.0
11 215	99.8	51 726	16.4	88.8
11 226	99.9	70 027	17.1	92.3
11 237	100.0	235 257	18.5	100.0
12 806	Total des cas reconnus en 2009			
11 237	Cas avec frais de traitement jusqu'en 2009			
1 649	Moyenne arithmétique des coûts en CHF			

Cas ordinaires reconnus en 2009 avec état 2013				
Cas cumulés		Frais de traitement		
		Centile en CHF ¹	cumulés	
absolu	en %		millions de CHF	en %
1 258	10.0	87	0.1	0.2
2 515	20.0	147	0.2	0.6
3 772	30.0	224	0.4	1.3
5 030	40.0	327	0.8	2.4
6 287	50.0	476	1.3	3.9
7 544	60.0	735	2.0	6.1
8 802	70.0	1 212	3.2	9.7
9 430	75.0	1 655	4.1	12.4
10 059	80.0	2 396	5.4	16.2
10 688	85.0	3 580	7.2	21.7
11 316	90.0	5 322	10.0	30.1
11 442	91.0	5 968	10.7	32.2
11 568	92.0	6 691	11.5	34.6
11 693	93.0	7 594	12.4	37.3
11 819	94.0	8 859	13.4	40.4
11 945	95.0	10 291	14.6	44.0
12 071	96.0	12 219	16.0	48.3
12 196	97.0	15 024	17.7	53.4
12 322	98.0	18 942	19.8	59.8
12 448	99.0	29 410	22.8	68.6
12 460	99.1	31 118	23.1	69.7
12 473	99.2	33 837	23.5	70.9
12 485	99.3	36 182	24.0	72.2
12 498	99.4	39 860	24.4	73.7
12 511	99.5	49 091	25.0	75.4
12 523	99.6	60 800	25.7	77.4
12 536	99.7	73 634	26.6	80.1
12 548	99.8	99 762	27.6	83.2
12 561	99.9	159 171	29.2	88.0
12 573	100.0	568 315	33.2	100.0
12 806	Total des cas reconnus en 2009			
12 573	Cas avec frais de traitement jusqu'en 2013			
2 638	Moyenne arithmétique des coûts en CHF			

Indemnité journalière²

Cas ordinaires reconnus en 2009 avec état 2009				
Cas cumulés		Indemnité journalière		
		Centile en CHF ¹	cumulés	
absolu	en %		millions de CHF	en %
217	10.0	672	0.1	0.6
433	20.0	1 086	0.3	2.1
649	30.0	1 603	0.6	4.4
865	40.0	2 229	1.0	7.6
1 081	50.0	3 029	1.5	12.0
1 297	60.0	4 381	2.3	18.1
1 513	70.0	6 133	3.5	26.8
1 621	75.0	7 298	4.2	32.5
1 729	80.0	8 720	5.0	39.2
1 837	85.0	11 260	6.1	47.5
1 945	90.0	14 942	7.5	58.4
1 967	91.0	15 111	7.8	61.0
1 989	92.0	16 061	8.2	63.6
2 010	93.0	16 847	8.5	66.3
2 032	94.0	18 796	8.9	69.3
2 053	95.0	20 771	9.3	72.6
2 075	96.0	23 202	9.8	76.3
2 097	97.0	27 587	10.4	80.6
2 118	98.0	32 969	11.0	85.5
2 140	99.0	41 528	11.8	91.8
2 142	99.1	42 546	11.9	92.4
2 144	99.2	43 228	12.0	93.1
2 146	99.3	43 687	12.1	93.8
2 149	99.4	45 531	12.2	94.8
2 151	99.5	50 348	12.3	95.6
2 153	99.6	52 337	12.4	96.4
2 155	99.7	52 994	12.5	97.2
2 157	99.8	54 461	12.6	98.1
2 159	99.9	58 032	12.7	99.0
2 161	100.0	75 279	12.9	100.0
12 806	Total des cas reconnus en 2009			
2 161	Cas avec indemnité journalière jusqu'en 2009			
5 955	Moyenne arithmétique des coûts en CHF			

Cas ordinaires reconnus en 2009 avec état 2013				
Cas cumulés		Indemnité journalière		
		Centile en CHF ¹	cumulés	
absolu	en %		millions de CHF	en %
279	10.0	739	0.1	0.5
558	20.0	1 175	0.4	1.5
837	30.0	1 603	0.8	3.1
1 116	40.0	2 178	1.3	5.1
1 395	50.0	3 132	2.0	8.0
1 674	60.0	4 669	3.1	12.3
1 953	70.0	6 552	4.6	18.4
2 092	75.0	8 245	5.6	22.5
2 232	80.0	10 369	6.9	27.6
2 371	85.0	13 755	8.6	34.2
2 511	90.0	18 525	10.8	43.1
2 538	91.0	20 007	11.3	45.2
2 566	92.0	21 276	11.9	47.5
2 594	93.0	23 410	12.5	50.0
2 622	94.0	26 940	13.2	52.8
2 650	95.0	29 893	14.0	56.0
2 678	96.0	35 646	15.0	59.6
2 706	97.0	45 447	16.1	64.1
2 734	98.0	59 400	17.5	69.8
2 762	99.0	123 445	19.8	79.1
2 764	99.1	128 789	20.1	80.1
2 767	99.2	135 436	20.5	81.7
2 770	99.3	141 522	20.9	83.3
2 773	99.4	151 755	21.3	85.1
2 776	99.5	185 026	21.9	87.2
2 778	99.6	194 071	22.3	88.7
2 781	99.7	201 638	22.9	91.1
2 784	99.8	235 997	23.5	93.7
2 787	99.9	319 186	24.4	97.1
2 789	100.0	373 540	25.1	100.0
12 806	Total des cas reconnus en 2009			
2 789	Cas avec indemnité journalière jusqu'en 2013			
8 995	Moyenne arithmétique des coûts en CHF			

¹ Valeur maximale des coûts dans le pourcentage des cas correspondant² Autres prestations en espèces à court terme incluses

Annexe 3

Rentes

3.1	Nouvelles rentes fixées selon le genre de rentes	48
3.2	Rentes courantes et coûts des rentes selon le genre de rentes	48
3.3	Nouvelles rentes d'invalidité fixées selon le degré d'invalidité et l'âge	49
3.4	Rentes d'invalidité en cours selon la catégorie d'assurés et l'âge	49
3.5	Nouvelles rentes pour atteinte à l'intégrité fixées selon le degré de l'atteinte à l'intégrité et l'âge	50
3.6	Rentes pour atteinte à l'intégrité en cours selon la catégorie d'assurés et l'âge	50
3.7	Nouvelles rentes de survivants fixées selon la catégorie d'assurés et l'âge des bénéficiaires de rentes	51
3.8	Rentes de survivants en cours selon la catégorie d'assurés et l'âge des bénéficiaires de rentes	51
3.9	Montants des réductions de l'AM lors de la coordination avec les rentes AI et AVS	52

Tableau 3.1

Nouvelles rentes fixées selon le genre de rentes

Genre de rentes	Année de la fixation								
	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Total	219	183	214	165	146	182	144	164	137
Rentes d'invalidité	69	55	79	35	39	38	31	51	29
Rentes d'invalidité	55	42	59	26	31	28	26	31	21
Rentes de reclassement	14	13	20	9	8	10	5	20	8
Rentes pour atteinte à l'intégrité	102	77	77	84	81	93	74	73	62
Rentes de survivants	38	34	28	30	22	28	20	27	33
Rentes de conjoint et d'orphelins	21	16	17	14	14	17	14	19	25
Rentes de réversion	17	18	11	16	8	11	6	8	8
Diverses allocations et indemnités	10	17	30	16	4	23	19	13	13

Tableau 3.2

Rentes courantes et coûts des rentes selon le genre de rentes

Genre de rentes	Nombre					Coûts en 1000 CHF				
	Exercice					Exercice				
	2009	2010	2011	2012	2013	2009	2010	2011	2012	2013
Total	4 754	4 660	4 484	4 328	4 146	118 332	114 764	111 358	106 918	102 467
Rentes d'invalidité	2 455	2 377	2 298	2 227	2 135	63 808	60 721	59 251	55 835	53 474
Rentes d'invalidité ¹	1 949	1 826	1 694	1 580	1 438	51 672	48 211	45 330	41 884	38 237
Rentes de vieillesse ¹	450	499	557	600	655	9 648	10 328	12 015	12 263	13 484
Rentes de reclassement	37	37	33	35	30	1 115	1 062	881	803	850
Rentes d'invalidité avec allocations pour impotents	19	15	14	12	12	1 373	1 120	1 025	885	902
Rentes pour atteinte à l'intégrité	572	569	545	531	498	4 624	5 105	4 151	4 856	4 376
Rentes de survivants	1 627	1 589	1 527	1 464	1 410	49 373	47 875	47 045	45 400	43 936
Rentes de conjoint et d'orphelins	1 414	1 367	1 310	1 249	1 200	46 762	45 225	44 447	42 819	41 364
Rentes de réversion	213	222	217	215	210	2 611	2 649	2 597	2 581	2 572
Diverses allocations et indemnités	100	125	114	106	103	527	1 063	911	827	680

¹ Depuis 1994, les rentes d'invalidité des personnes assurées ayant atteint l'âge de bénéficier de l'AVS sont diminuées de moitié et allouées sous forme de rentes dites de vieillesse.

Tableau 3.3

Nouvelles rentes d'invalidité fixées¹ selon le degré d'invalidité et l'âge, 2009 à 2013 (cumulées)

Taux d'invalidité en %	Âge lors de la fixation de la rente					Total	en %
	jusqu'à 30	31 à 40	41 à 50	51 à 60	61 et plus		
jusqu'à 10	3	4	2	2	1	12	7.2
11 à 20	6	3	7	10	2	28	16.8
21 à 30	1	4	3	9	3	20	12.0
31 à 40	2	5	3	4	1	15	9.0
41 à 50	2	1	4	4	2	13	7.8
51 à 60	3	2	1	6	1	13	7.8
61 à 70	3	–	2	1	1	7	4.2
71 à 80	10	–	1	1	–	12	7.2
81 à 90	8	2	2	–	–	12	7.2
91 à 100	22	5	7	1	–	35	21.0
Total	60	26	32	38	11	167	–
en %	35.9	15.6	19.2	22.8	6.6	–	100.0

	Âge lors de la fixation de la rente					Total
	jusqu'à 30	31 à 40	41 à 50	51 à 60	61 et plus	
Equivalents d'une pleine invalidité	43	12	16	14	4	89
Valeur moyenne des degrés d'invalidité en %	72	46	51	36	34	53

¹ Sans allocations pour soins

Tableau 3.4

Rentes d'invalidité en cours selon la catégorie d'assurés et l'âge, 2013

Catégorie d'assurés	Âge des bénéficiaires de rentes							Total	en %
	jusqu'à 30	31 à 40	41 à 50	51 à 60	61 à 70	71 à 80	81 et plus		
Militaires de milice	40	79	178	305	392	345	280	1619	75.8
Membres de la protection civile	–	–	17	20	32	27	11	107	5.0
Assurés à titre professionnel	–	6	16	47	124	83	63	339	15.9
Autres	1	9	13	12	19	16	–	70	3.3
Total	41	94	224	384	567	471	354	2135	–
en %	1.9	4.4	10.5	18.0	26.6	22.1	16.6	–	100.0

Tableau 3.5

Nouvelles rentes pour atteinte à l'intégrité fixées selon le degré de l'atteinte à l'intégrité et l'âge, 2009 à 2013 (cumulées)

Atteinte à l'intégrité en %	Âge lors de la fixation de la rente					Total	en %
	jusqu'à 30	31 à 40	41 à 50	51 à 60	61 et plus		
2,5	34	17	17	22	26	116	30.3
5	20	13	15	38	26	112	29.2
7,5	5	4	7	22	21	59	15.4
10	5	3	14	7	3	32	8.4
12,5	2	2	5	2	2	13	3.4
15	1	3	3	4	2	13	3.4
16 à 20	3	2	1	2	1	9	2.3
21 à 50	4	7	7	4	3	25	6.5
51 à 100	–	–	2	–	2	4	1.0
Total	74	51	71	101	86	383	–
en %	19.3	13.3	18.5	26.4	22.5	–	100.0

	Âge lors de la fixation de la rente					Total
	jusqu'à 30	31 à 40	41 à 50	51 à 60	61 et plus	
Equivalents d'une atteinte à l'intégrité de 100%	5.5	4.9	8.4	7.3	7.4	33.5
Valeur moyenne de l'atteinte à l'intégrité en %	7	10	12	7	9	9

Table 3.6

Rentes pour atteinte à l'intégrité en cours selon la catégorie d'assurés et l'âge, 2013

Catégorie d'assurés	Âge des bénéficiaires de rentes							Total	en %
	jusqu'à 30	31 à 40	41 à 50	51 à 60	61 à 70	71 à 80	81 et plus		
Militaires de milice	10	14	15	72	164	97	67	439	88.2
Membres de la protection civile	–	2	1	4	3	1	1	12	2.4
Assurés à titre professionnel	1	–	2	1	3	6	13	26	5.2
Autres	3	–	3	7	6	1	1	21	4.2
Total	14	16	21	84	176	105	82	498	–
en %	2.8	3.2	4.2	16.9	35.3	21.1	16.5	–	100.0

Tableau 3.7

Nouvelles rentes de survivants fixées selon la catégorie d'assurés et l'âge, 2009 à 2013 (cumulées)

Catégorie d'assurés	Âge lors de la fixation de la rente								Total	en %
	jusqu'à 18	19 à 25	26 à 40	41 à 50	51 à 60	61 à 70	71 à 80	81 et plus		
Militaires de milice	4	11	3	3	5	10	16	19	71	54.6
Assurés à titre professionnel	6	5	5	3	9	4	7	7	46	35.4
Autres	3	1	2	–	3	1	2	1	13	10.0
Total	13	17	10	6	17	15	25	27	130	–
en %	10.0	13.1	7.7	4.6	13.1	11.5	19.2	20.8	–	100.0

Tableau 3.8

Rentes de survivants en cours selon la catégorie d'assurés et l'âge, 2013

Catégorie d'assurés	Âge des bénéficiaires de rentes								Total	en %
	jusqu'à 18	19 à 25	26 à 40	41 à 50	51 à 60	61 à 70	71 à 80	81 et plus		
Militaires de milice	5	18	5	14	53	123	194	430	842	59.7
Assurés à titre professionnel	8	5	7	16	39	62	113	258	508	36.0
Autres	2	2	1	1	9	12	21	12	60	4.3
Total	15	25	13	31	101	197	328	700	1410	-
en %	1.1	1.8	0.9	2.2	7.2	14.0	23.3	49.6	-	100.0

Montants des réductions de l'AM lors de la coordination avec les rentes AI et AVS

Total

Année	Nombre	Montant en 1000 CHF	Montant par cas en CHF
2001	760	12 602	16 581
2002	773	11 101	14 361
2003	757	10 542	13 926
2004	753	10 958	14 552
2005	724	10 699	14 778
2006	689	10 133	14 707
2007	667	10 214	15 313
2008	606	8 214	13 555
2009	559	7 852	14 046
2010	528	7 378	13 974
2011	484	6 961	14 382
2012	469	6 568	14 004
2013	427	6 017	14 091

AI

Année	Nombre	Montant en 1000 CHF	Montant par cas en CHF
2001	508	10 629	20 924
2002	538	9 229	17 154
2003	543	8 916	16 420
2004	560	9 435	16 849
2005	550	9 284	16 880
2006	527	8 814	16 725
2007	529	9 056	17 119
2008	491	7 234	14 733
2009	463	6 953	15 018
2010	443	6 574	14 839
2011	407	6 281	15 433
2012	399	5 983	14 996
2013	367	5 515	15 029

AVS

Année	Nombre	Montant en 1000 CHF	Montant par cas en CHF
2001	252	1 973	7 827
2002	235	1 872	7 967
2003	214	1 626	7 598
2004	193	1 523	7 889
2005	174	1 415	8 133
2006	162	1 319	8 142
2007	138	1 158	8 389
2008	115	980	8 523
2009	96	899	9 360
2010	85	805	9 466
2011	77	680	8 828
2012	70	584	8 346
2013	60	501	8 353

Annexe 4

Prévention

4.1	Nombre et coûts des cas de maladies selon le groupe de diagnostic	54
4.2	Nombre et coûts des cas d'accidents selon la cause de l'accident	55
4.3	Nombre et coûts des cas d'accidents selon le genre de blessure	56

Cas de maladies ordinaires reconnus¹ selon le groupe de diagnostic

Groupe de diagnostic	absolu					en %				
	2009	2010	2011	2012	2013	2009	2010	2011	2012	2013
Total	8 884	8 968	8 882	9 079	8 927	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
Maladies infectieuses et parasitaires	532	518	501	599	686	6.0	5.8	5.6	6.6	7.7
Tumeurs malignes et bénignes	249	182	258	210	248	2.8	2.0	2.9	2.3	2.8
Maladies du sang et des organes hématopoïétiques	34	23	23	25	17	0.4	0.3	0.3	0.3	0.2
Maladies du métabolisme et de la nutrition	177	201	183	210	217	2.0	2.2	2.1	2.3	2.4
Troubles psychiques et du comportement	257	258	241	262	260	2.9	2.9	2.7	2.9	2.9
Maladies du système nerveux	177	192	196	211	208	2.0	2.1	2.2	2.3	2.3
Maladies des yeux	518	494	424	468	500	5.8	5.5	4.8	5.2	5.6
Maladies des oreilles	258	239	237	232	224	2.9	2.7	2.7	2.6	2.5
Maladies de l'appareil circulatoire	376	402	412	419	430	4.2	4.5	4.6	4.6	4.8
Maladies de l'appareil respiratoire	1 347	1 077	1 078	1 025	1 105	15.2	12.0	12.1	11.3	12.4
Maladies du système digestif	746	737	678	608	608	8.4	8.2	7.6	6.7	6.8
Maladies de la peau et du tissu sous-cutané	632	591	557	561	583	7.1	6.6	6.3	6.2	6.5
Maladies du système musculosquelettique	2 084	2 135	2 138	2 126	2 182	23.5	23.8	24.1	23.4	24.4
Maladies de l'appareil urogénital	331	342	332	311	320	3.7	3.8	3.7	3.4	3.6
Anomalies congénitales	44	34	29	31	35	0.5	0.4	0.3	0.3	0.4
Symptômes non spécifiés et états pathologiques	484	481	478	532	532	5.4	5.4	5.4	5.9	6.0
Dépistages systématiques, vaccinations	591	1 019	988	1 080	701	6.7	11.4	11.1	11.9	7.9
Autres et diagnostics non attribuables	47	43	129	169	71	0.5	0.5	1.5	1.9	0.8

¹ Uniquement les cas reconnus dans l'année de l'enregistrement

Tableau 4.1.2

Frais de traitement et indemnité journalière¹ en cours des cas de maladies ordinaires reconnus selon le groupe de diagnostic

Groupe de diagnostic	en 1000 CHF					en %				
	2009	2010	2011	2012	2013	2009	2010	2011	2012	2013
Total	42 498	44 596	44 418	45 924	47 265	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
Maladies infectieuses et parasitaires	1 163	1 165	1 370	1 480	1 487	2.7	2.6	3.1	3.2	3.1
Tumeurs malignes et bénignes	3 127	3 342	4 073	4 373	4 940	7.4	7.5	9.2	9.5	10.5
Maladies du sang et des organes hématopoïétiques	168	90	108	151	145	0.4	0.2	0.2	0.3	0.3
Maladies du métabolisme et de la nutrition	1 135	1 411	1 226	1 335	1 060	2.7	3.2	2.8	2.9	2.2
Troubles psychiques et du comportement	5 128	5 770	5 167	5 747	6 148	12.1	12.9	11.6	12.5	13.0
Maladies du système nerveux	3 434	3 907	3 798	3 360	3 542	8.1	8.8	8.6	7.3	7.5
Maladies des yeux	944	1 071	934	1 060	1 209	2.2	2.4	2.1	2.3	2.6
Maladies des oreilles	595	583	609	591	581	1.4	1.3	1.4	1.3	1.2
Maladies de l'appareil circulatoire	5 260	5 642	5 151	5 386	6 065	12.4	12.7	11.6	11.7	12.8
Maladies de l'appareil respiratoire	1 891	1 788	2 041	1 828	1 849	4.4	4.0	4.6	4.0	3.9
Maladies du système digestif	3 254	3 250	3 350	3 146	3 484	7.7	7.3	7.5	6.9	7.4
Maladies de la peau et du tissu sous-cutané	1 096	1 090	1 131	982	1 016	2.6	2.4	2.5	2.1	2.1
Maladies du système musculosquelettique	11 779	11 828	11 604	12 227	12 140	27.7	26.5	26.1	26.6	25.7
Maladies de l'appareil urogénital	1 344	1 715	1 422	1 319	1 396	3.2	3.8	3.2	2.9	3.0
Anomalies congénitales	99	89	142	64	52	0.2	0.2	0.3	0.1	0.1
Symptômes non spécifiés et états pathologiques	1 166	809	887	975	1 067	2.7	1.8	2.0	2.1	2.3
Dépistages systématiques, vaccinations	223	405	395	438	335	0.5	0.9	0.9	1.0	0.7
Autres et diagnostics non attribuables	692	640	1 009	1 461	750	1.6	1.4	2.3	3.2	1.6

¹ Autres prestations en espèces à court terme incluses

Tableau 4.2.1

Cas d'accidents ordinaires reconnus selon la cause de l'accident

Cause de l'accident	valeur absolue					en %				
	2009	2010	2011	2012	2013	2009	2010	2011	2012	2013
Total	4 161	4 109	3 966	3 783	3 879	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
Accidents impliquant des moyens de transport en montant ou en descendant d'un véhicule à moteur	406	461	404	366	356	9.8	11.2	10.2	9.7	9.2
accidents impliquant un véhicule à moteur	86	101	92	71	74	2.1	2.5	2.3	1.9	1.9
accidents impliquant d'autres moyens de transport	257	280	230	227	221	6.2	6.8	5.8	6.0	5.7
Accidents de sport	63	80	82	68	61	1.5	1.9	2.1	1.8	1.6
football	884	855	900	873	911	21.2	20.8	22.7	23.1	23.5
autres sports d'équipe	230	208	221	231	239	5.5	5.1	5.6	6.1	6.2
ski/snowboard	139	147	175	134	157	3.3	3.6	4.4	3.5	4.0
autres genres de sports	96	126	106	96	95	2.3	3.1	2.7	2.5	2.4
Accidents impliquant des armes	419	374	398	412	420	10.1	9.1	10.0	10.9	10.8
avec traumatisme acoustique	210	238	251	241	201	5.0	5.8	6.3	6.4	5.2
avec lésion dentaire	61	85	67	68	53	1.5	2.1	1.7	1.8	1.4
autres accidents impliquant des armes	111	119	156	134	110	2.7	2.9	3.9	3.5	2.8
Faux pas et chutes	38	34	28	39	38	0.9	0.8	0.7	1.0	1.0
glisser, dérapier, chuter	886	904	803	760	873	21.3	22.0	20.2	20.1	22.5
tomber dans le vide, chutes de personnes	636	672	598	568	649	15.3	16.4	15.1	15.0	16.7
Surcharge, mouvement brusque	250	232	205	192	224	6.0	5.6	5.2	5.1	5.8
Etre heurté/se cogner/être coincé	192	238	265	237	267	4.6	5.8	6.7	6.3	6.9
Dérapier, chuter, renversement d'objets	414	393	352	393	371	9.9	9.6	8.9	10.4	9.6
Pénétration par corps étrangers	117	129	126	107	119	2.8	3.1	3.2	2.8	3.1
Se piquer, se couper, s'égratigner, s'érafler	78	64	75	92	87	1.9	1.6	1.9	2.4	2.2
Violence, voie de fait	50	59	58	51	54	1.2	1.4	1.5	1.3	1.4
Accidents impliquant des animaux (y. c. piqûres d'insectes)	62	57	48	48	49	1.5	1.4	1.2	1.3	1.3
Suites tardives d'accidents	110	83	126	87	100	2.6	2.0	3.2	2.3	2.6
Autres et causes d'accidents non attribuables	238	157	110	126	153	5.7	3.8	2.8	3.3	3.9
Accidents dont la cause n'est pas précisée	209	209	204	183	174	5.0	5.1	5.1	4.8	4.5
	305	262	244	219	164	7.3	6.4	6.2	5.8	4.2

Tableau 4.2.2

Frais de traitement et indemnité journalière¹ en cours des cas d'accidents ordinaires reconnus selon la cause de l'accident

Cause de l'accident	en 1000 CHF					en %				
	2009	2010	2011	2012	2013	2009	2010	2011	2012	2013
Total	32 072	32 850	31 477	31 571	33 557	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
Accidents impliquant des moyens de transport en montant ou en descendant d'un véhicule à moteur	5 658	5 090	5 751	5 049	5 275	17.6	15.5	18.3	16.0	15.7
accidents impliquant un véhicule à moteur	651	646	741	694	745	2.0	2.0	2.4	2.2	2.2
accidents impliquant d'autres moyens de transport	3 682	3 452	3 801	3 311	3 554	11.5	10.5	12.1	10.5	10.6
Accidents de sport	1 325	992	1 209	1 044	976	4.1	3.0	3.8	3.3	2.9
football	6 958	6 508	6 557	6 820	7 920	21.7	19.8	20.8	21.6	23.6
autres sports d'équipe	1 451	1 716	1 543	1 606	1 837	4.5	5.2	4.9	5.1	5.5
ski/snowboard	1 047	965	1 187	1 096	1 180	3.3	2.9	3.8	3.5	3.5
autres genres de sports	1 039	1 274	1 172	1 001	975	3.2	3.9	3.7	3.2	2.9
Accidents impliquant des armes	3 420	2 553	2 655	3 117	3 928	10.7	7.8	8.4	9.9	11.7
avec traumatisme acoustique	1 178	1 323	1 166	1 210	1 016	3.7	4.0	3.7	3.8	3.0
avec lésion dentaire	713	670	567	565	399	2.2	2.0	1.8	1.8	1.2
autres accidents impliquant des armes	84	83	89	107	97	0.3	0.3	0.3	0.3	0.3
Faux pas et chutes	380	569	510	538	520	1.2	1.7	1.6	1.7	1.5
glisser, dérapier, chuter	8 242	8 987	7 489	7 979	8 395	25.7	27.4	23.8	25.3	25.0
tomber dans le vide, chutes de personnes	4 992	5 472	4 638	5 021	4 588	15.6	16.7	14.7	15.9	13.7
Surcharge, mouvement brusque	3 249	3 515	2 851	2 958	3 808	10.1	10.7	9.1	9.4	11.3
Etre heurté/se cogner/être coincé	1 317	2 108	2 111	2 136	2 384	4.1	6.4	6.7	6.8	7.1
Dérapier, chuter, renversement d'objets	1 947	1 607	1 860	1 689	1 933	6.1	4.9	5.9	5.3	5.8
Pénétration par corps étrangers	452	465	354	444	479	1.4	1.4	1.1	1.4	1.4
Se piquer, se couper, s'égratigner, s'érafler	70	56	46	120	262	0.2	0.2	0.1	0.4	0.8
Violence, voie de fait	133	237	326	276	129	0.4	0.7	1.0	0.9	0.4
Accidents impliquant des animaux (y. c. piqûres d'insectes)	251	297	352	277	295	0.8	0.9	1.1	0.9	0.9
Suites tardives d'accidents	151	221	199	175	183	0.5	0.7	0.6	0.6	0.5
Autres et causes d'accidents non attribuables	3 004	2 815	3 153	2 930	2 682	9.4	8.6	10.0	9.3	8.0
Accidents dont la cause n'est pas précisée	1 721	1 949	1 191	1 436	1 324	5.4	5.9	3.8	4.5	3.9
	991	1 185	921	1 032	1 279	3.1	3.6	2.9	3.3	3.8

¹ Autres prestations en espèces à court terme incluses

Cas d'accidents ordinaires reconnus¹ selon le genre de blessure et la région du corps blessée 2013

Genre de blessure ²	valeur absolue					
	Total	Fractures	Luxations	Entorses, foulures, déchirures de tendons	Lésions intracrâniennes nerveuses, internes, médullaires ⁴	Plaies ouvertes
Région du corps blessée ²						
Total	3879	1093	237	918	162	203
Crâne, cerveau	62	5	–	–	57	–
Visage, ossature faciale, nez, oreilles, dents ³	724	532	84	–	95	5
Yeux, paupières, annexes de l'oeil	65	2	–	–	–	83
Cou, autres parties de la tête ou non précisées	103	2	–	1	–	54
Rachis	123	29	–	93	1	–
Tronc, dos et postérieur	191	29	–	2	7	4
Epaule, bras	322	55	109	52	–	–
Avant-bras, coude	106	46	2	3	–	11
Poignet, main, doigts	534	178	8	78	1	87
Extrémités supérieures, parties non attribuables	11	–	–	–	–	1
Hanche	12	–	1	1	–	–
Cuisse	96	25	–	–	–	3
Genou, rotule	640	11	31	353	–	4
Jambe, cheville	508	115	–	305	1	14
Pieds, orteils	183	63	1	30	–	5
Extrémités inférieures, parties non attribuables	41	1	–	–	–	1
Autres et parties multiples non précisées	60	–	1	–	–	6
Tout le corps (effets systémiques)	98	–	–	–	–	–

Genre de blessure ²	en %					
	Total	Fractures	Luxations	Entorses, foulures, déchirures de tendons	Lésions intracrâniennes nerveuses, internes, médullaires ⁴	Plaies ouvertes
Région du corps blessée ²						
Total	100.0	28.2	6.1	23.7	4.2	5.2
Crâne, cerveau	1.6	0.1	–	–	1.5	–
Visage, ossature faciale, nez, oreilles, dents ³	18.7	13.7	2.2	–	2.4	0.1
Yeux, paupières, annexes de l'oeil	1.7	0.1	–	–	–	0.2
Cou, autres parties de la tête ou non précisées	2.7	0.1	–	0.0	–	1.4
Rachis	3.2	0.7	–	2.4	0.0	–
Tronc, dos et postérieur	4.9	0.7	–	0.1	0.2	0.1
Epaule, bras	8.3	1.4	2.8	1.3	–	–
Avant-bras, coude	2.7	1.2	0.1	0.1	–	0.3
Poignet, main, doigts	13.8	4.6	0.2	2.0	0.0	2.24
Extrémités supérieures, parties non attribuables	0.3	–	–	–	–	0.0
Hanche	0.3	–	0.0	0.0	–	–
Cuisse	2.5	0.6	–	–	–	0.1
Genou, rotule	16.5	0.3	0.8	9.1	–	0.1
Jambe, cheville	13.1	3.0	–	7.9	0.0	0.4
Pieds, orteils	4.7	1.6	0.0	0.8	–	0.1
Extrémités inférieures, parties non attribuables	1.1	0.0	–	–	–	0.0
Autres et parties multiples non précisées	1.5	–	0.0	–	–	0.2
Tout le corps (effets systémiques)	2.5	–	–	–	–	–

¹ Uniquement les cas reconnus dans l'année de l'enregistrement

² Le genre de blessure et la région du corps blessée sont dérivés du diagnostic principal (codé selon ICD-10) d'après Barell et alii.

³ La plupart des fractures et luxations de la région faciale (plus de 95%) sont des fractures/luxations dentaires.

⁴ Les lésions des nerfs intracrâniens comprennent les troubles auditifs.

Tableau 4.3.1

valeur absolue						Genre de blessure ² Région du corps blessée ²
Contusions, écrasements	Brûlures, brûlures par acide	Intoxications, effets toxiques, piqûres d'insectes	Pénétration de corps étrangers	Complications et séquelles de traumatismes	Autres lésions et traumatismes non précisés	
641	27	29	92	8	469	Total
-	-	-	-	-	-	Crâne, cerveau
6	-	-	2	-	-	Visage, ossature faciale, nez, oreilles, dents ³
18	3	-	31	-	3	Yeux, paupières, annexes de l'oeil
30	4	-	5	-	7	Cou, autres parties de la tête ou non précisées
-	-	-	-	-	-	Rachis
132	4	-	1	-	12	Tronc, dos et postérieur
67	-	-	1	-	38	Epaule, bras
34	-	-	3	-	7	Avant-bras, coude
85	5	-	38	-	54	Poignet, main, doigts
2	6	-	1	-	1	Extrémités supérieures, parties non attribuables
10	-	-	-	-	-	Hanche
12	-	-	-	-	56	Cuisse
103	-	-	-	-	138	Genou, rotule
35	-	-	-	-	38	Jambe, cheville
44	-	-	2	-	38	Pieds, orteils
20	5	-	3	-	11	Extrémités inférieures, parties non attribuables
43	-	-	2	1	7	Autres et parties multiples non précisées
-	-	29	3	7	59	Tout le corps (effets systémiques)

en %						Genre de blessure ² Région du corps blessée ²
Contusions, écrasements	Brûlures, brûlures par acide	Intoxications, effets toxiques, piqûres d'insectes	Pénétration de corps étrangers	Complications et séquelles de traumatismes	Autres lésions et traumatismes non précisés	
16.5	0.7	0.7	2.4	0.2	12.1	Total
-	-	-	-	-	-	Crâne, cerveau
0.2	-	-	0.1	-	-	Visage, ossature faciale, nez, oreilles, dents ³
0.5	0.1	-	0.8	-	0.1	Yeux, paupières, annexes de l'oeil
0.8	0.1	-	0.1	-	0.2	Cou, autres parties de la tête ou non précisées
-	-	-	-	-	-	Rachis
3.4	0.1	-	0.0	-	0.3	Tronc, dos et postérieur
1.7	-	-	0.0	-	1.0	Epaule, bras
0.9	-	-	0.1	-	0.2	Avant-bras, coude
2.2	0.1	-	1.0	-	1.4	Poignet, main, doigts
0.1	0.2	-	0.0	-	0.0	Extrémités supérieures, parties non attribuables
0.3	-	-	-	-	-	Hanche
0.3	-	-	-	-	1.4	Cuisse
2.7	-	-	-	-	3.6	Genou, rotule
0.9	-	-	-	-	1.0	Jambe, cheville
1.1	-	-	0.1	-	1.0	Pieds, orteils
0.5	0.1	-	0.1	-	0.3	Extrémités inférieures, parties non attribuables
1.1	-	-	0.1	0.0	0.2	Autres et parties multiples non précisées
-	-	0.7	0.1	0.2	1.5	Tout le corps (effets systémiques)

Frais de traitement et indemnité journalière en cours des cas d'accidents ordinaires¹ reconnus selon le genre de blessure et la région du corps blessée, 2013

Genre de blessure ²	valeur absolue					
	Total	Fractures	Luxations	Entorses, foulures, déchirures de tendons	Lésions intracrâniennes nerveuses, internes, médullaires ⁴	Plaies ouvertes
Région du corps blessée ²						
Total	33797	11523	3077	7966	2545	568
Crâne, cerveau	1568	185	–	–	1383	–
Visage, ossature faciale, nez, oreilles, dents ³	1867	1118	133	–	592	6
Yeux, paupières, annexes de l'oeil	188	1	–	–	–	28
Cou, autres parties de la tête ou non précisées	276	31	–	24	–	90
Rachis	3769	3006	45	427	291	–
Tronc, dos et postérieur	988	265	1	3	255	24
Epaule, bras	3525	807	1772	413	–	–
Avant-bras, coude	733	501	19	30	20	53
Poignet, main, doigts	2405	1307	18	106	3	201
Extrémités supérieures, parties non attribuables	235	–	–	–	–	50
Hanche	133	–	55	29	–	–
Cuisse	1187	976	–	–	–	19
Genou, rotule	9142	136	865	5318	–	24
Jambe, cheville	4856	2701	–	1525	1	55
Pieds, orteils	807	438	22	92	–	7
Extrémités inférieures, parties non attribuables	174	40	–	–	–	9
Autres et parties multiples non précisées	1201	11	149	–	–	1
Tout le corps (effets systémiques)	742	–	–	–	–	–

Genre de blessure ²	en %					
	Total	Fractures	Luxations	Entorses, foulures, déchirures de tendons	Lésions intracrâniennes nerveuses, internes, médullaires ⁴	Plaies ouvertes
Région du corps blessée ²						
Total	100.0	34.1	9.1	23.6	7.5	1.7
Crâne, cerveau	4.6	0.5	–	–	4.1	–
Visage, ossature faciale, nez, oreilles, dents ³	5.5	3.3	0.4	–	1.8	0.0
Yeux, paupières, annexes de l'oeil	0.6	0.0	–	–	–	0.1
Cou, autres parties de la tête ou non précisées	0.8	0.1	–	0.1	–	0.3
Rachis	11.2	8.9	0.1	1.3	0.9	–
Tronc, dos et postérieur	2.9	0.8	0.0	0.0	0.8	0.1
Epaule, bras	10.4	2.4	5.2	1.2	–	–
Avant-bras, coude	2.2	1.5	0.1	0.1	0.1	0.2
Poignet, main, doigts	7.1	3.9	0.1	0.3	0.0	0.6
Extrémités supérieures, parties non attribuables	0.7	–	–	–	–	0.1
Hanche	0.4	–	0.2	0.1	–	–
Cuisse	3.5	2.9	–	–	–	0.1
Genou, rotule	27.1	0.4	2.6	15.7	–	0.1
Jambe, cheville	14.4	8.0	–	4.5	0.0	0.2
Pieds, orteils	2.4	1.3	0.1	0.3	–	0.0
Extrémités inférieures, parties non attribuables	0.5	0.1	–	–	–	0.0
Autres et parties multiples non précisées	3.6	0.0	0.4	–	–	0.0
Tout le corps (effets systémiques)	2.2	–	–	–	–	–

¹ Uniquement les cas reconnus dans l'année de l'enregistrement

² Le genre de blessure et la région du corps blessée sont dérivés du diagnostic principal (codé selon ICD-10) d'après Barell et alii.

³ La plupart des fractures et luxations de la région faciale (plus de 95%) sont des fractures/luxations dentaires.

⁴ Les lésions des nerfs intracrâniens comprennent les troubles auditifs.

Tableau 4.3.2

valeur absolue						Genre de blessure ² Région du corps blessée ²
Contusions, écrasements	Brûlures, brûlures par acide	Intoxications, effets toxiques, piqûres d'insectes	Pénétration de corps étrangers	Complications et séquelles de traumatismes	Autres lésions et traumatismes non précisés	
1798	178	53	245	935	4909	Total
-	-	-	-	-	-	Crâne, cerveau
17	-	-	1	-	-	Visage, ossature faciale, nez, oreilles, dents ³
23	2	-	117	-	17	Yeux, paupières, annexes de l'oeil
62	14	-	1	-	53	Cou, autres parties de la tête ou non précisées
-	-	-	-	-	-	Rachis
355	19	-	6	-	60	Tronc, dos et postérieur
240	-	-	1	-	293	Epaule, bras
96	-	-	2	-	13	Avant-bras, coude
204	3	-	101	-	463	Poignet, main, doigts
2	17	-	1	-	165	Extrémités supérieures, parties non attribuables
48	-	-	-	-	-	Hanche
10	-	-	-	-	182	Cuisse
469	-	-	-	-	2330	Genou, rotule
153	-	-	-	-	420	Jambe, cheville
32	-	-	12	-	206	Pieds, orteils
36	1	-	1	-	87	Extrémités inférieures, parties non attribuables
50	122	-	3	852	14	Autres et parties multiples non précisées
-	-	53	-	83	607	Tout le corps (effets systémiques)

en %						Genre de blessure ² Région du corps blessée ²
Contusions, écrasements	Brûlures, brûlures par acide	Intoxications, effets toxiques, piqûres d'insectes	Pénétration de corps étrangers	Complications et séquelles de traumatismes	Autres lésions et traumatismes non précisés	
5.3	0.5	0.2	0.7	2.8	14.5	Total
-	-	-	-	-	-	Crâne, cerveau
0.1	-	-	0.0	-	-	Visage, ossature faciale, nez, oreilles, dents ³
0.1	0.0	-	0.3	-	0.1	Yeux, paupières, annexes de l'oeil
0.2	0.0	-	0.0	-	0.2	Cou, autres parties de la tête ou non précisées
-	-	-	-	-	-	Rachis
1.1	0.1	-	0.0	-	0.2	Tronc, dos et postérieur
0.7	-	-	0.0	-	0.9	Epaule, bras
0.3	-	-	0.0	-	0.0	Avant-bras, coude
0.6	0.0	-	0.3	-	1.4	Poignet, main, doigts
0.0	0.1	-	0.0	-	0.5	Extrémités supérieures, parties non attribuables
0.1	-	-	-	-	-	Hanche
0.0	-	-	-	-	0.5	Cuisse
1.4	-	-	-	-	6.9	Genou, rotule
0.5	-	-	-	-	1.2	Jambe, cheville
0.1	-	-	0.0	-	0.6	Pieds, orteils
0.1	0.0	-	0.0	-	0.3	Extrémités inférieures, parties non attribuables
0.1	0.4	-	0.0	2.5	0.0	Autres et parties multiples non précisées
-	-	0.2	0.0	0.2	1.8	Tout le corps (effets systémiques)

Annexe 5

Cas de décès et intoxications par absorption d'huile

5.1	Cas de décès chez les membres du service de milice	62
5.2	Cas de décès chez les assurés à titre professionnel	62
5.3	Cas et coûts en cours des intoxications par absorption d'huile en 1940	62

Tableau 5.1

Cas de décès chez les membres du service de milice¹

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Total	6	5	4	14	9	8	3	9	4	2
Maladies	1	1	-	1	-	2	1	3	1	-
Service	1	-	-	-	-	2	1	3	1	-
Congé	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-
Accidents	5	2	3	12	8	5	1	3	1	1
Service	1	1	-	8	7	4	-	-	-	-
Accidents de la circulation et véhicules	-	-	-	2	2	-	-	-	-	-
Accidents d'avion/de parachute	-	-	-	-	-	2	-	-	-	-
Autres	1	1	-	6	5	2	-	-	1	-
Trajet d'aller ou de retour	1	-	-	-	-	-	-	2	-	-
Accidents de la circulation et véhicules	1	-	-	-	-	-	-	2	-	-
Congé	3	1	3	4	1	1	1	1	-	-
Accidents de la circulation et véhicules	2	1	2	3	1	-	-	1	-	-
Autres	1	-	1	1	-	1	1	-	-	1
Suicides	-	2	1	1	1	1	1	3	2	1
Service	-	-	1	1	-	-	-	-	1	-
Trajet d'aller ou de retour	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Congé	-	2	-	-	1	1	1	3	1	1

¹ Les cas se basent sur les catégories d'assurés suivantes:
militaires de milice, protection civile et service civil;
membres du CSA et participants à des actions de maintien
de la paix.

Tableau 5.2

Cas de décès chez les assurés à titre professionnel

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Total	2	6	7	4	5	3	4	3	9	2
Maladies	2	3	3	2	2	1	3	2	6	1
En service	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Hors du service	2	3	3	2	2	1	3	2	6	1
Accidents	-	-	3	-	1	1	1	-	2	1
En service	-	-	1	-	-	-	-	-	-	1
Accidents de la circulation et véhicules	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-
Accidents d'avion/de parachute	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Hors du service	-	-	2	-	1	1	1	-	2	-
Accidents de la circulation et véhicules	-	-	2	-	-	1	1	-	1	-
Autres	-	-	-	-	1	-	-	-	1	-
Suicides	-	3	1	2	2	1	-	1	1	-
En service	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-
Hors du service	-	-	1	2	2	1	-	1	1	-
Trajet d'aller ou de retour	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-

Tableau 5.3

Cas et coûts en cours des intoxications par absorption d'huile en 1940

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Cas en cours	19	16	12	11	10	8	8	6	6	6
Coûts en cours en 1000 CHF	605	561	462	466	269	219	137	87	92	105

Suva

Assurance militaire
Case postale 8715
3001 Berne
Tél. 031 387 35 51
www.suva.ch/assurance-militaire

Référence

4514.f
Edition: 2014